



REPUBLIQUE DU MALI

PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)

PRET FIDA #488-ML ET DON GEF FSP1/ML

Mission de supervision: 1 – 12 OCTOBRE 2012

Aide-mémoire

Rapport de supervision
2807-ML

Octobre 2012

REPUBLIQUE DU MALI

PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)

PRET FIDA #488-ML ET DON GEF FSP1/ML

Mission de supervision: 1 – 12 OCTOBRE 2012

Aide-mémoire

A. Introduction¹

1. Cette mission de supervision du Programme Fonds de Développement en zone Sahélienne (FODESA) n'a pas pu se dérouler en avril 2012 comme initialement programmée dans le plan de suivi de l'exécution des projets du programme pays au titre de 2012, du fait des événements de 23 mars 2012. Malgré la crise politique qui s'en est suivie, le projet a repris ses activités et la mission a pu être reportée du 1 au 12 Octobre 2012.
2. L'objectif global de la mission est d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des activités programmées dans le Programme Technique et Budget Annuel (PTBA) de 2012 et de faire le point de la prise en compte des recommandations faites par la mission de décembre 2012.
3. A Bamako, la mission a eu des séances de debriefing au Ministère de l'Agriculture (Secrétaire Général entrant et Secrétaire Général sortant) et au Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement (Conseiller Technique). A Mopti, la mission a pris contact avec l'Administration et a eu des séances de travail avec l'équipe de l'AREG Mopti, l'ARM, les services techniques et ONGs partenaires (DREF, DRA, WETLANDS, UICN.). La mission a aussi visité différentes réalisations dans le cercle de Djenné et a eu des entretiens très fructueux avec l'administration et les services techniques locaux, les élus et les Organisations de Producteurs (cf. programme de visites et liste des personnes rencontrées en annexe 1).
4. Le présent aide-mémoire a été discuté le 18 octobre 2012 au cours d'une séance de restitution présidée Mr. Seydou Coulibaly, Coordonnateur de la Cellule chargée de l'initiative riz, représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture en présence des principaux partenaires du programme et différents acteurs (cf. liste des participants en annexe 2).
5. La mission exprime son appréciation et ses remerciements au Gouvernement du Mali et à toute l'équipe AREG, ARM et leurs partenaires pour l'appui et la qualité des échanges. Elle remercie particulièrement les paysans pour leur mobilisation, leur enthousiasme et leur détermination à réussir les activités programmées.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du programme

6. Le Programme FODESA, lancé depuis fin 1999, cumule 10 ans d'exécution au niveau des deux premières régions (Ségou, Koulikoro) où l'achèvement de ses activités est intervenu en mars 2009 conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt FIDA. Sa poursuite à Mopti de mars 2008 jusqu'à juillet 2013 répond aux modalités du financement additionnel obtenu pour les activités dans cette région. Cette poursuite se fait dans le cadre d'un partenariat entre le Fonds Environnemental Mondial (FEM) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

^{1/} **Composition:** Philippe Remy, Chargé de Portefeuille (CPM) Mali, qui a rejoint la mission en fin de parcours ; Bakary Sékou Coulibaly, Chargé d'Appui au programme pays (CPO) à Bamako; Salif Touré, Consultant expert environnementaliste FEM ; Alou Abdoukarim, Consultant International, expert financier FIDA ; Foussény Sissoko, Consultant National FID. Mamadou Nadio, Coordinateur CNPPF.

Cout et financement du FODESA

Sources	Montant (Millions US)	Proportion (%)
FIDA	21.95	58.02
FEM	6.00	15.86
Gouvernement du Mali	9.88	26.12
Total	37.83	100

7. L'intervention du FEM dans le financement du projet intitulé «Protection de la Biodiversité et Gestion Participative et Durable des Ressources Naturelles dans le Delta Intérieur du Niger et de ses zones d'attente» et plus spécifiquement dans la région de Mopti a pour objectif de compléter et renforcer les deuxième et troisième phases du FODESA en lui permettant de promouvoir un processus de développement centré sur la gestion durable des ressources naturelles du Delta Intérieur du fleuve Niger (DIN), dans la zone d'intervention du programme qui couvre 4 cercles et 19 communes.
8. Les bénéficiaires du Programme sont les collectivités territoriales et les organisations communautaires de base (éleveurs transhumants, les agropasteurs, les agriculteurs, les pêcheurs, les organisations paysannes, les groupes sociaux les plus pauvres, les femmes et les jeunes).
9. Le PTBA 2012 suivant les recommandations de la précédente mission s'est voulu ambitieux afin d'améliorer le taux de décaissement, dans l'optique de l'achèvement du programme en juillet 2013. Le budget est donc passé de 1 092 258 000 FCFA pour le PTBA de 2011 à 1 496 761 000 FCFA pour celui de 2012.
10. L'exécution physique du PTBA 2012 a été pondérée sur la base de l'importance des contributions spécifiques de chaque activité à l'atteinte des objectifs du programme (cf. Annexe 3). Le taux d'exécution technique ainsi dégagé est de 41% au 30 septembre 2012.
11. Ce taux qui peut paraître relativement faible (si on le compare au taux théorique de 75% après 9 mois d'exécution du PTBA) s'explique en partie par le fait que le programme s'exécute dans un contexte sécuritaire difficile. Après les événements de mars et avril dernier, les travaux ont été ralentis pendant 3 mois ; le conflit armé dans les régions frontalières du Nord de la zone ont entraîné le repli du personnel (chefs d'Antenne, animateurs, points focaux du projet, les élus) des cercles de Youwarou et Tenenkou au Nord vers le Cercle de Mopti, affectant ainsi le taux d'exécution des réalisations dans ces zones. Cependant, le repli intelligent des animateurs de Youwarou et de Tenenkou sur Mopti a renforcé les activités dans le sud de la zone.
12. A cette situation est venue s'ajouter une crue exceptionnelle en 2012 rendant difficile l'accès à toute la zone d'intervention. De mémoire des populations de la zone de Djenné, la dernière crue de cette ampleur remonterait à 1968.
13. Le taux d'exécution technique devrait s'améliorer pour atteindre 62% avec la mise en œuvre des activités programmées d'ici la fin de l'année 2012.
14. Par rapport à la gestion financière, à date, le taux de réalisation financière du PTBA 2012 est de 35% (le montant total PTBA 2012 est de 3,157 millions USD). Ce taux devrait s'améliorer avec la mise à jour de la comptabilité en intégrant les données financières de septembre et octobre 2012 et dépasser 60 %.

15. Au 12/10/2012, les engagements totaux sur les ressources du Prêt FIDA et du Don FEM sont estimés respectivement à 15,333 millions DTS (environ 23,656 millions USD) et 3,727 millions USD, soit 98% des ressources du Prêt et 62% des ressources du Don. Les réalisations financières sur le Prêt FIDA et le Don FEM s'élèvent respectivement à 14,877 millions DTS (environ 22,922 millions USD) et 3,565 millions USD, soit 95 % du Prêt FIDA et 59 % du Don FEM.
16. Le FODESA entre dans une période critique de fin de projet durant laquelle il devra mobiliser les ressources financières disponibles, en particulier sur la composante FEM, tout en préparant la clôture de ses comptes. Or le suivi de la gestion financière du projet est dans une situation délicate après le licenciement du deuxième RAF en deux ans ainsi que du départ du responsable du suivi/évaluation au début de la crise. Ce dernier a pu être remplacé rapidement par la mobilisation d'un agent du projet PIDRK ayant dû quitter Kidal, ce qui doit être salué comme une excellente démarche.
17. Par contre, le RAF fait défaut et il est crucial que le projet se renforce par le recrutement d'urgence d'un agent immédiatement opérationnel et maîtrisant les procédures du FIDA et les fonctionnalités du logiciel TOMPRO. La mission recommande de faire appel à du personnel des projets supportés par le FIDA, et en particulier du PMR, pour des missions d'appui de moyenne durée (3 mois) à démarrer dans les meilleurs délais.
18. Compte tenu du fait que la composante Appui au développement local et gestion des ressources naturelles, représente plus de trois quarts des prévisions de réalisations, la mission recommande de faire des efforts supplémentaires pour rehausser les décaissements relatifs à cette composante par des mesures d'amélioration technique qui seront détaillées dans les recommandations et en particulier par l'accélération du processus d'approbation des microprojets et de leur mise en œuvre.
19. Les termes de référence de la mission de supervision mettent l'accent sur les questions d'efficacité et d'efficience pour un programme en fin de parcours. Les questions de durabilité sont traitées en partie E.
20. **Efficacité** : La mission a rencontré des représentants des bénéficiaires directs et des différents acteurs du programme en vue de se faire une opinion sur la manière dont les biens et services, dans ce contexte particulier, leur ont été délivrés.
21. Le plaidoyer pour une continuation du programme fait au niveau des départements ministériels en charge de l'Agriculture et de l'environnement, ainsi qu'au niveau du gouvernorat de Mopti et les appréciations positives relevées dans les différents services techniques partenaires en faveur du FODESA, attestent du niveau de satisfaction des services rendus par le programme dans le cadre des relations de partenariat et de collaboration.
22. La mobilisation des populations pendant la visite de terrain et la spontanéité avec laquelle, les personnes rencontrées étaient disposées à témoigner de leurs vécus confirment le climat de confiance instauré par le programme.
23. L'engouement suscité autour de l'aménagement des bourgoutières témoigne de l'efficacité du programme. En effet, sur une prévision de 500 ha de bourgoutières à aménager dans le PTBA 2012, 1.452 ha ont été réalisés. Les revenus tirés de la gestion des bourgoutières explique ce succès. Sur la base des données indiquées à l'hectare dans les rapports et l'entretien avec le Président de la Coopérative des Eleveurs de Korombana, le revenu net à l'hectare varie de 130.000 F CFA à plus de 900 000 F CFA . Au-delà des résultats économiques, les effets produits par les bourgoutières sur les écosystèmes du Delta en termes de maintien de la

biodiversité, montre leur efficacité dans l'atteinte des objectifs environnementaux du programme.

24. Plus généralement, une réelle prise de conscience des populations s'est opérée face à la dégradation de l'environnement et de la perte du capital bio productif, au vu du nombre des demandes de microprojets reçues par l'AREG, qui est passé de 53 en 2011 à 88 dans le premier semestre 2012.
25. L'activité maraîchère a également suscité un réel engouement auprès des femmes de la zone FODESA. Dans le village de Tabato, par exemple, le périmètre de 1,5 ha initialement aménagé pour le reboisement est devenu un site où plus d'une centaine de femmes s'adonnent à la production maraîchère grâce à la disponibilité de l'eau et de la protection du couvert végétal arboré. Cet intérêt est suscité par le fait que, hormis quelques produits venant d'autres localités lorsque l'accès est facile, les maraîchères sont les seules pourvoyeuses de légumes de Djenné; les débouchés sont assurés pour les productrices. De plus cette production locale a permis de diminuer le coût de certains produits fortement demandés comme la tomate, la laitue, etc. Tout en contribuant à augmenter les revenus des femmes, le développement du maraîchage montre aussi son efficacité en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones enclavées du Delta.
26. La récupération des terres dégradées par la technique du zaï est une action récemment initiée par le programme et qui a produit des effets immédiats. En effet, les paysans qui se sont engagés dans cette activité dès la première année ont pu installer des cultures de mil/sorgho sur des sols jadis dénudés et dans un contexte où la disponibilité de la terre pour de telles cultures reste un problème. La mission a pu se rendre compte de la motivation des bénéficiaires qui sont partis d'une production céréalière proche de zéro et qui peuvent espérer des rendements supérieurs à 500 kg/ha cette année. De plus cette action, compte tenu de son faible coût et des outils simples qu'elle nécessite, est facilement reproductible.
27. L'efficacité du programme gagnerait en visibilité si des initiatives étaient prises pour mieux documenter, capitaliser et diffuser les acquis à travers des campagnes ciblées de communication. Ceci permettrait d'envisager plus aisément la mise à l'échelle de certaines d'entre elles ^{R₁}².
28. **Efficienc**e. L'efficienc
29. Les coûts transactionnels de la régénération des bourgoutières (15 450 F CFA/ha), de la récupération des terres dégradées par la technique du zaï (16 662 F CFA/ha), et de la lutte contre l'érosion par la mise en place de cordons pierreux (3 065 F CFA/ml), sont effectivement très faibles comparativement à ceux enregistrés par d'autres projets. Par exemple, le total des charges pour l'aménagement d'un hectare de bourgoutière en zone PIDRN est compris entre 75 700 et 116 500 FCFA/ha, tous modes de propagation confondus. Ceci peut s'expliquer par le recours à des semis directs qui effectivement diminuent significativement les coûts mais dont les résultats sont plus aléatoires qu'un repiquage. Et aussi par le travail en HIMO pour réaliser certains travaux comme les zaï ou les étangs piscicoles.
30. En conséquence, ces quelques exemples traduisent concrètement la volonté et la capacité du programme à mettre en avant une stratégie de rationalisation en termes de coûts et de qualité de services. Toutefois, compte tenu des écarts importants entre projets, la mission recommande au FODESA d'approfondir l'analyse des coûts

² R : recommandation

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)

Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

à l'hectare en coordination avec les autres projets soutenus par le FIDA et avec l'appui du responsable du S/E du programme FIDA **R₂**

Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
R1: Accélérer la capitalisation des acquis du FODESA	FODESA	Dès à présent
R2: Approfondir l'analyse des coûts à l'hectare en coordination avec les autres projets	FODESA/CNPPF	Dès que possible

C. Produits et réalisations

Composante 1 : Renforcement des capacités

31. L'objectif de cette composante est d'appuyer la viabilisation institutionnelle et financière des associations régionales et le renforcement de leurs capacités à assumer de façon autonome leur rôle d'acteurs du développement local.
32. Les principales activités prévues pour l'année 2012 portent sur: la réalisation de campagnes d'IEC ; la mise en œuvre des conventions avec l'ICRAF, la CNOP, la DNA, l'URG/IER ; la poursuite du processus de capitalisation ; la formation de l'équipe du projet en TOMPRO, en gestion du personnel, en analyse de données et au suivi-évaluation ; l'évaluation des conventions mises en œuvre en 2011 ; l'élaboration et la validation de la stratégie de désengagement du programme et d'autonomisation de l'ARM. Le coût prévisionnel de la composante est estimé à 97.082.000 FCFA.
33. Le taux d'exécution technique de cette composante à la date du 30 septembre 2012 s'établit à 53%. D'ici la fin de l'année, l'achèvement des activités en cours de réalisation devrait porter ce taux d'exécution technique de cette composante à 59%.
34. Les séances d'IEC ont dépassé les prévisions en touchant 7.560 personnes dont 2.589 femmes (30 % environ) et ce dans seulement 2 cercles sur les 4 initialement prévus, compte tenu de la situation sécuritaire. L'un des effets visibles de ces activités est l'accroissement du nombre de demandes de microprojets qui a atteint 88 au premier semestre 2012, en particulier pour la réalisation de bourgoutières et l'établissement de conventions de gestion des ressources naturelles. Une demande accrue de périmètres maraîchers pour les femmes a aussi été enregistrée.
35. Le Programme a signé plusieurs conventions avec des structures comme l'ICRAF/le CRRA, la CNOP, la DNA, et la DREF. La convention avec l'ICRAF prévoyait la réalisation d'une étude diagnostique de l'Analyse participative de la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques ainsi que l'élaboration d'un plan d'action y afférent. L'étude a été réalisée, mais le rapport n'est pas encore disponible et le Plan d'action de l'adaptation aux changements climatiques sera produit avant fin 2012. La convention avec la DNA est relative à l'encadrement des périmètres maraîchers réalisés par le FODESA (16 périmètres sur 19 ha, exploités par 1291 femmes et 77 hommes), au renforcement de capacité des producteurs et des agents en matière d'élaboration de plan de campagne agricole (4 chefs de secteur, 6 agents de base et 6 cadres de la DRA) , et à l'appui conseil. Elle a été bien exécutée. Dans le cadre de la convention avec la CNOP, les membres de l'ARM ont bénéficié des formations notamment sur les thèmes suivants : (i) Rôles et responsabilité des membres, (ii) Elaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation d'un plan d'action, et (iii) plaidoyer des membres.
36. Si les activités de ces conventions semblent avoir été exécutées correctement, leur évaluation, comme celle des conventions de 2011 qui a fait l'objet d'une recommandation lors de la supervision précédente non suivie d'effet, doit être réalisée d'ici la fin de l'année 2012 **R₃**.
37. Le processus de capitalisation entamé en 2011 n'a pas connu d'avancées notoires depuis la dernière mission de supervision. Dans la ligne de la Recommandation formulée ci-dessus (para 27), la mission de supervision insiste sur la nécessité d'accélérer le processus de capitalisation et en mettant l'accent sur la répliquabilité

des acquis du projet telles que la récupération des terres dégradées par la technique du zaï, l'introduction des planches maraichères de baobab et de moringa, la valorisation économique du vétiver, du jujubier et du tamarinier sucré... Il pourrait par exemple être organisées des journées portes-ouvertes en invitant les organisations paysannes, les services déconcentrés des ministères, les partenaires au développement, le secteur privé... La recommandation relative à la réalisation d'un atelier de réflexion sur l'après-projet n'a pas été effective en janvier/février 2012 comme initialement programmé même si les termes de référence sont disponibles. Ceci est fortement regrettable. La mission insiste sur l'urgence de tenir cet atelier, qui arrive déjà bien tard, d'ici la fin de l'année 2012 afin que les différents acteurs réfléchissent et apportent leur contribution au processus de désengagement du programme **R4**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
R3: Evaluer l'état d'exécution des conventions établies avec les partenaires.	FODESA/partenaires	Dès que possible
R4: Organiser l'atelier de désengagement du FODESA	FODESA	Dès que possible avant la fin 2012

Composante 3³ : Appui au développement local et gestion durable des ressources naturelles

38. L'objectif de cette composante est d'encourager un processus de développement local participatif donnant aux communautés le pouvoir d'agir au niveau du village pour concevoir, planifier et gérer des microprojets et des activités productives qui répondent à leurs besoins, tout en restaurant et protégeant leur environnement fragile. La composante est subdivisée en trois sous composantes : i) Développement des Capacités et Renforcement Institutionnel ; ii) Appui au Développement Local et iii) Gestion Durable des Ressources Naturelles et Biodiversité. Le taux d'exécution technique de la composante est de 36% au 30 septembre 2012, il devrait être porté à 54% avec la réalisation des activités restantes d'ici la fin de l'année 2012.

Sous-composante 3.1 : Développement des capacités et renforcement institutionnel

39. Cette sous-composante a pour objectif d'intégrer l'aménagement des ressources naturelles et les activités de sensibilisation et de formation à la conservation de la biodiversité dans le cadre de la stratégie d'Information, d'Education et de Communication.

40. Les activités programmées pour 2012, portent en particulier sur : la finalisation de l'étude d'inventaire des ressources fauniques et floristiques; l'aménagement de la mise en défens de 1.600 ha dans les six sites prioritaires ; la formation en GRN d'élus locaux; l'animation et la sensibilisation des communautés locales (8.000 personnes) autour des thématiques GRN ; l'organisation de visites d'échanges ; l'appui à l'organisation de la conférence régionale sur les bourgoutières ; la réalisation d'une étude sur les règles de conservation du Delta intérieur du Niger ; le suivi et l'animation des associations dans les quatre cercles et la restauration de sites refuge du lamantin.

41. Les activités suivantes n'ont pu être réalisées à cause de l'indisponibilité des prestataires, due au contexte sécuritaire, notamment dans les cercles de Tenenkou et de Youwarou, et des perturbations occasionnées par la crue d'hivernage

³ La composante 2 du FODESA relative au Services Financiers Décentralisés a été transférée au PMR

exceptionnelle : l'appui à l'organisation de la conférence régionale sur les bourgoutières, la stratégie de conservation du Delta et l'étude sur les sites de refuge du lamantin d'où un taux d'exécution technique faible estimé à 20% au 30 septembre 2012. Ce taux est estimé à 44% à la fin de l'année.

42. La mission a par contre fait une bonne appréciation du taux de réalisation à 100% de la formation adressée à 19 maires et 19 secrétaires généraux de communes, à 4 présidents de conseils de cercle et 4 secrétaires généraux de cercles, ainsi qu'à 7 animateurs de sites sur l'importance des zones humides. Il en est de même de la formation des agents techniques et animateurs de sites sur les outils de suivi et évaluation et sur la GRN exécutée à hauteur de 80%.
43. Ces actions de développement de capacités ont des retombées certaines sur la prise de conscience de la nécessaire préservation des habitats naturels et du capital en terres et de la nécessité de concilier développement communautaire et maintien des fonctions environnementales des ressources naturelles.
44. Concernant la gestion forestière, la mission a relevé le très faible taux de réalisation de la mise en défens des forêts, où sur une superficie totale prévisionnelle de 1.600 ha, seulement 3% ont été réalisés. Ce faible taux s'explique par le processus complexe qui accompagne les mises en défens et dans une certaine mesure par une trop grande ambition de l'AREG. L'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites, n'a connu qu'un timide démarrage avec seulement 20% de réalisation. Il est à rappeler que cette étude revêt une importance particulière dans le processus de suivi évaluation et de planification des actions que les groupes cibles seront amenés à initier en leur fournissant des repères et une situation de référence détaillée.
45. D'autres activités qui n'avaient pas été programmées ont été réalisées par l'AREG dans le cadre de la formation et du renforcement institutionnel : autour des techniques de DRS/CES (Défense, Restauration des Sols/Conservation des Eaux et du Sol), du contrôle de mise en défens, de la création d'une pépinière pour la mise en place d'un bosquet de plantations d'Acacia albida et des techniques de fixation des dunes de sable. D'autres formations ont concerné l'alphabétisation en langues nationales Fulfuldé, Bozo, et Bamanankan des membres des comités de gestion des coopératives de femmes et de jeunes autour des activités productives. Le renforcement institutionnel a concerné l'appui conseil aux coopératives agricoles et aux femmes leaders des organisations maraîchères sur le fonctionnement et l'organisation de leurs structures. A ces appuis conseils s'ajoutent également la mise en place des comités de gestion des microprojets et de 2 conseils communaux de pêche.
46. La précédente mission de supervision avait recommandé la mise en place de comités d'accompagnement au niveau local pour la constitution de banques de projets. Cette activité n'a pas été réalisée, compte tenu des coûts élevés de sa mise en place et du fonctionnement dudit comité. Le programme a plutôt privilégié l'implication de tous les acteurs y compris les secrétaires généraux et conseillers communaux à travers : (i) la réalisation de séances d'information et de sensibilisation (38 séances de recyclage) et des sessions de formation (8 sessions au bénéfice des OP), (ii) la tenue d'ateliers d'élaboration de micro-projets par Cercle. Cette stratégie s'est avérée payante puisqu'elle a abouti à l'élaboration de 38 micro-projets dont la réalisation a suscité beaucoup d'intérêt auprès des populations et s'est traduite par l'élaboration et la soumission de plus de 88 nouveaux micro-projets au FODESA.

47. Dans le cadre du processus d'élaboration de la stratégie de conservation du delta, le FODESA a déjà réalisé les PDESC et les PCAE dans les 19 communes couvertes. La mission encourage le programme dans la poursuite du processus d'harmonisation des PDESC et des PCAE, tout en mettant l'accent sur l'évaluation de l'efficacité d'une telle démarche sur l'identification et la maturation des projets où les actions environnementales sont mises en évidence. Pour que la stratégie soit totalement efficace, il serait nécessaire de toucher l'ensemble du delta à travers un diagnostic plus vaste et d'élaborer une stratégie de conservation du delta. Compte tenu de la durée restante du programme, cette stratégie ne pourra plus être élaborée par le FODESA. Des financements complémentaires devraient être recherchés par le projet et sa tutelle pour parachever ce travail **R₅**.
48. L'étude sur les sites de refuge du lamantin n'a pas non plus été réalisée, mais les TDR seront élaborés et le prestataire sera recruté d'ici la fin de l'année. L'étude sera réalisée courant premier trimestre 2013 et ses résultats devront alimenter la base de données du SIED (Système d'Information Environnementale du Delta) **R₆**.
49. De même, la mission recommande au programme de finaliser rapidement l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques et d'accélérer le processus d'établissement des mises en défens tout en identifiant les possibilités de les réaliser sur des terres fortement dégradées pour prévenir les tensions pouvant résulter de l'insuffisance de terres dans certaines communes **R₇**.

Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
R5: Rechercher les moyens pour élaborer la stratégie de développement du Delta	FODESA	Dès que possible – avant la fin du projet
R6: accélérer l'étude sur les sites de refuge du lamantin et sa mise en œuvre	FODESA	Avant fin 2012
R7: Accélérer la réalisation de l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites	FODESA	Avant la fin de l'année 2012

Sous-composante 3.2: Développement Local

50. Cette sous-composante a comme objectif d'accroître et de sécuriser les revenus des bénéficiaires. Son état de mise en œuvre dégage un taux d'exécution technique estimé à 36%, avec la possibilité d'atteindre 51% fin 2012. Mais les activités phares de cette sous-composante comme l'installation des périmètres maraîchers, où il s'agissait essentiellement d'octroyer de petits matériels de maraîchage à 23 OP et la réalisation de puits ou forages maraîchers équipés de motopompes ont des taux d'exécution physique de 100% et de 86% respectivement.
51. Les activités relatives au développement de microprojets productifs comportent les aménagements de points d'eau pastoraux, de périmètres rizicoles, de périmètres maraîchers, de périmètres de plantations, de mares et de bassins piscicoles.
52. Sur 14 microprojets productifs, 4 ont été réalisés à 100%. Il s'agit de l'installation des périmètres maraîchers et de bassins piscicoles. 5 bassins, soit 100 % des prévisions, ont été réalisés ce qui dénote de l'intérêt que les bénéficiaires portent à ce projet en raison de la diminution drastique des taux de pêche dans le Delta. La mission a mis à profit son séjour pour visiter l'étang piscicole de Djenné qui sera bientôt mis en exploitation. La réalisation de ces étangs piscicoles s'est faite sous méthode HIMO par les bénéficiaires eux-mêmes. Compte tenu du fait que la fiente de volaille est un excellent catalyseur pour le développement des planctons avec lesquels se nourrissent les poissons, il a été suggéré d'associer l'aviculture au

fonctionnement de ces étangs en vue d'accroître leur performance tout en diversifiant les sources de revenus **R₈**.

53. Les 10 autres activités sont en cours de réalisation et sont susceptibles d'être achevées avant la fin de l'année. Ces activités concernent en particulier la réalisation de 7 clôtures grillagées, la plantation d'arbres sur 16 ha, la mobilisation des bénéficiaires pour la réalisation de 3850 ml de plantations, l'acquisition de 5 groupes motopompes, l'acquisition d'une pompe solaire, le renforcement des digues de 4 étangs piscicoles par la plantation de vétiver.
54. L'analyse de l'ensemble des activités de développement des microprojets productifs et de renforcement des capacités a permis de mettre en évidence l'importance de l'agroforesterie (en l'occurrence combinaison des cultures maraîchères avec les plantations d'arbres) dans l'atteinte des objectifs environnementaux de la sous composante (réintroduire et valoriser les essences locales en voie de disparition) et l'amélioration des revenus et de l'état nutritionnel des populations. La mission a pu relever le bien-fondé de cette stratégie par l'engouement des populations à réaliser cette activité.
55. La mission a attiré l'attention du programme sur les contraintes d'approvisionnement en eau rencontrées par les femmes maraîchères. En effet, certains périmètres à l'exemple de celui du village de Tabato sont confrontés à des baisses de niveau d'eau des puits par suite de l'accroissement des activités de production maraîchère. La mission invite donc le FODESA à évaluer l'état actuel des disponibilités en eau de ces périmètres et à raisonner les installations maraîchères en fonction du disponible hydrique. La mission recommande aussi d'étudier la possibilité de réaliser des surcreusements de certains puits **R₉**.
56. Sur le plan de la gestion des cultures dans les périmètres, les femmes de Djenné au cours de la réunion d'échanges ont fait part de leur désarroi face aux déprédateurs (chenilles défoliatrices, sautériaux, pucerons, etc.) qui prolifèrent dans leurs périmètres, et ce malgré l'appui du secteur agriculture au travers de l'accord de partenariat conclu entre la DNA et le FODESA. L'accent est mis sur la lutte biologique plutôt que chimique plus coûteuse et pouvant avoir des conséquences néfastes sur la santé. Ainsi, toutes les postulantes des différents périmètres ont été formées en technique de lutte intégrée grâce à la méthode GIPD (Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs).
57. Il est recommandé au projet de comprendre pourquoi cet appui technique n'a pas fonctionné : est-ce dû à l'insuffisance du respect des consignes par les femmes, le manque de suivi de la part des techniciens ou le manque d'efficacité des méthodes vulgarisées ? **R₁₀**
58. La mission a suggéré l'emploi d'extraits d'huile de neem (*Azadirachta indica*) en lieu et place des décoctions de feuilles pour lutter contre les insectes. Par ailleurs, il a été préconisé de réaliser un test de plantation de vétiver qui a la faculté de stabiliser le sol, de le dépolluer et de fournir une alternative pour la réduction de l'impact des insectes nuisibles grâce à son pouvoir répulsif. Le vétiver peut également être exploité pour confectionner des objets d'art et contribuer à diversifier les sources de revenus pour ces femmes, surtout que le périmètre reste longtemps inondé **R₁₁**.
59. Dans la perspective de renforcer les complémentarités entre production légumière et promotion de l'arboriculture, il a été préconisé la production de légumes-feuilles de baobab (*Adansonia digitata*) et de neverdié (*Moringa oleifera*), deux essences

forestières dont les qualités nutritionnelles, en particulier pour récupérer les enfants malnutris, sont avérées. Il est à rappeler que ces deux espèces ne sont pas abondantes dans les zones concernées et que le baobab figure dans la liste des espèces locales de grande utilité à valoriser in situ et à régénérer **R₁₂**.

60. Dans le souci de la prise en compte de la recommandation de la dernière mission de supervision, relative au renforcement de l'accompagnement des OP, la mobilisation de l'assistance technique pour catalyser les demandes de microprojets et améliorer la qualité des propositions, des formations de proximité des bénéficiaires ont été organisées à travers les missions de l'AREG/ARM et des services techniques (Agriculture, Eaux et Forêts, CRRA, ICRAF). De façon spécifique, l'ARM a assuré la formation en vie associative et la gestion administrative et financière à l'endroit des Organisations de Producteurs des 4 cercles, et réalisé 3 missions de supervision et de vérification de microprojets sur le terrain.
61. Il est à noter que les microprojets socio-communautaires sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des communes selon les procédures de l'ANICT. Il faut signaler que le contexte sécuritaire avec comme corollaire la fermeture des banques et de la Trésorerie régionale, ainsi que l'arrêt des activités de l'ANICT pendant quelques mois, a engendré des retards dans les travaux. Le programme a mis en œuvre la recommandation de la dernière mission encourageant une réflexion avec l'ANICT, pour améliorer le processus de contrôle des travaux et la fluidité des financements. Au cours de la réunion d'échange avec l'ANICT, de nouvelles pistes de solutions ont été ébauchées et le principe d'un suivi plus rapproché des travaux par l'ANICT et d'un paiement direct du prestataire par l'ANICT, plutôt que par l'intermédiaire de la Trésorerie régionale, semble acquis **R₁₃**.
62. En plus des activités réalisées au titre du PTBA 2012, l'AREG a aussi assuré les réceptions définitives des travaux de constructions d'ouvrages et d'infrastructures (forages à tarière, puits, clôtures grillagées, parcs à vaccination).

Recommandations de la présente mission		
Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
R8 : Associer l'aviculture à la pisciculture	FODESA/OP	Dès à présent
R9 : Etudier la possibilité de réaliser des surcreusements des puits des périmètres maraîchers en fonction de la disponibilité hydrique	FODESA/OP	D'ici la fin de l'année 2012
R10 : Analyser l'échec de la lutte biologique proposée par le DNA	FODESA/DNA	Dès que possible
R11 : Tester des barrières de végétation autour des périmètres maraîchers et encourager les femmes à employer l'huile de neem pour le contrôle des insectes nuisibles.	FODESA/Partenaires/OP	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
R12 : Appuyer la réalisation de planches maraîchères de baobab et de moringa dans les périmètres et faire des essais de démonstration de récolte de feuilles et de leur transformation culinaire.	FODESA/Partenaires/OP	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
R13 : Poursuivre la réflexion avec l'ANICT en vue de mettre en œuvre les paiements directs des prestataires	FODESA/ANICT	Dès que possible – avant la fin du mois de novembre 2012.

Sous-Composante 3.3. Gestion durable des ressources naturelles

63. Cette sous-composante a pour objectif de restaurer et de maintenir l'équilibre du Delta, en vue d'accroître les revenus des populations et de contribuer à la sécurité alimentaire dans les secteurs à fort potentiel agricole. Les activités menées dans le cadre de cette sous-composante sont axées sur la gestion des ressources naturelles, sur la biodiversité, l'état des lieux, la valorisation des races animales locales, la valorisation des espèces végétales locales in situ et l'assistance technique. Le taux d'exécution technique de la sous-composante est estimé à 50%. Il est estimé à 68% en fin d'année grâce à la réalisation complète des activités en cours.
64. Les activités programmées dans le PTBA 2012 sont : la mise en place d'un mécanisme de suivi/évaluation de l'état de la biodiversité et des ressources naturelles du Delta ; la finalisation de la mise en place du SIED et la diffusion de ses résultats ; la mise en place de 10 pépinières arbustives villageoises ; la régénération de 500 ha de bourgou ; la confection des ouvrages antiérosifs ; la restauration de 125 ha de doumeraies et des parcs à *Acacia albida* ; la protection des berges sur 104 Km ; la valorisation des races animales locales et des espèces végétales locales in situ.
65. C'est dans cette sous composante que les acquis les plus importants du programme sur le terrain sont consignés. Par exemple, la régénération du bourgou a été exécutée à hauteur de 160%, à cause de la simplicité de la technique d'approche et la très forte demande pour cette activité.
66. La mission salue l'effort d'information entrepris par le FODESA, en amont des activités d'aménagement des bourgoutières. L'un des impacts du renforcement du potentiel productif des bourgoutières réside dans la préservation des espèces ligneuses particulièrement dans les zones d'attente. En effet, lorsque les bourgoutières sont dans un bon état, les animaux de retour de la transhumance y séjournent plus longtemps, préservant ainsi les essences ligneuses des zones d'attente très souvent utilisées comme pâturage en période difficile avec le corollaire de risques de feu de brousse. En effet, lorsque les bergers campent avec les animaux, les feux allumés soit pour éloigner les prédateurs, soit pour d'autres besoins échappent très souvent à leur contrôle et causent des dégâts sur le couvert végétal. Ce phénomène est surtout amplifié en saison sèche où la végétation est très inflammable et qui coïncide avec la période des départs pour les zones de transhumance. Il est donc important que cette relation de cause à effet soit davantage documentée et vulgarisée.
67. Les acquis de cette activité s'analysent également sous l'angle de la diversification des sources de revenus pour d'autres catégories d'acteurs à savoir les pêcheurs, les agriculteurs qui traditionnellement ne s'intéressaient pas à l'exploitation de cette ressource. Pour éviter les conflits, le FODESA a opportunément facilité l'élaboration de conventions de gestion contribuant à la gestion durable et concertée de ces espaces.
68. En plus des actions sur les bourgoutières, les activités de mise en place des ouvrages antiérosifs constituent un élément déterminant de la gestion des ressources naturelles dans le delta. La mission a pu se rendre compte des efforts fournis par le projet pour récupérer, restaurer les terres dégradées et les conserver en vue d'accroître la production et la productivité agricole. La rareté des espaces propices dans cette zone pour la conduite des cultures de céréales sèches (mil, sorgho, etc.) et l'insuffisance du couvert ligneux pour la fourniture de combustibles, offrent peu de possibilités d'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. Aussi les techniques de DRS/CES, contribuent à créer des conditions favorables pour la diversification des sources de revenus et la réduction de la vulnérabilité des populations.
69. Les techniques employées par le programme dans le cadre de la réalisation des ouvrages antiérosifs sont essentiellement la confection de zaï et de cordons pierreux. La visite du champ d'un postulant à Koba mis en place grâce au zaï, a permis de

constater de visu l'impact de cette technique sur les rendements du mil (culture installée durant la campagne agricole 2011-2012).

70. Les superficies de terres récupérées ont atteint 300 ha en 2012, avec un résultat cumulé dans l'ensemble du projet de 770 ha, par la technique du zaï sur un objectif pré-évalué de 750 ha au total dans le cadre logique du programme. A cette performance s'ajoutent la réalisation de 2066 ml de cordons pierreux (contre 1000 ml prévus en 2011), la fixation de 4,16 ha de dunes à Korientzé (contre 125 ha) et la protection des berges du fleuve Bani sur 95 km dans la commune de Djenné et de Dandougou Fakala (contre 104 km). Les résultats obtenus par ces activités ont été intégrés dans le système de suivi-évaluation.
71. Dans le souci de mettre à l'échelle les techniques du zaï et d'autres actions de DRS/CES, considérées comme de bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres (GDT), la mission recommande de documenter et de diffuser les expériences positives déjà visibles, cela pourrait permettre au FODESA de trouver des portes d'entrées pour capitaliser ces bonnes pratiques, et les arrimer à d'autres initiatives en cours ou à venir.
72. Dans le cadre de la valorisation des races animales locales, suite à la réalisation de l'étude diagnostique sur le mouton à laine du Macina, une coopérative d'éleveurs a introduit auprès du FODESA une demande de financement qui fait actuellement l'objet d'analyse. Compte tenu de l'importance stratégique de cette race de mouton (unique dans la sous région Afrique de l'Ouest), la mission recommande de diligenter le processus d'approbation de cette demande **R₁₄**.
73. En ce qui concerne, la valorisation des espèces végétales, l'AREG a entamé l'introduction du jujubier greffé et du tamarinier sucré dans les périmètres agroforesteries. Les résultats sont encourageants, mais méritent d'être consolidés. Dans cette perspective, la mission recommande de mettre l'accent sur l'aspect économique de ces espèces à valoriser, de façon à les insérer dans une véritable chaîne de valeur à même de susciter l'intérêt des populations. Pour le jujubier greffé en particulier, il est recommandé de commencer sans tarder des essais de greffage des pieds sauvages pour faciliter la vulgarisation **R₁₅**.
74. Suite à la recommandation de la dernière supervision demandant au FODESA, aux bénéficiaires et partenaires de s'investir davantage dans le suivi, l'évaluation et la vérification en matière d'impact (notamment l'impact sur l'habitat et la biodiversité), une mission de suivi-évaluation des impacts de la bourgoutière de korientzé sur la biodiversité a été réalisée. Les données recueillies dans le cadre de cette mission seront prises en compte lors de l'inventaire floristique et faunique.
75. Un atelier national de définition et de validation des indicateurs de suivi écologique de la biodiversité et des ressources naturelles du DIN a été réalisé. La mission recommande également de prendre attache avec l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD), en vue d'analyser et de prendre en compte certains indicateurs de gestion durable des ressources naturelles répertoriés dans le CSI-GDT (Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres), en particulier ceux relatifs au développement de la biodiversité dans le Delta Intérieur du Niger **R₁₆**.
76. Indépendamment de toutes ces activités réalisées dans la sous-composante gestion durable des ressources naturelles, le FODESA a également exécuté d'autres activités. Il s'agit de la production de 400 plants par les pépiniéristes villageois de Yogonsiré ; l'installation d'une pépinière de vétiver dans le village de Kobaka, commune rurale de Socoura ; la plantation par le comité de gestion de Kobaka de 850 mètres linéaires de vétiver sur le chenal de Kono-kono ; l'installation d'un pépiniériste dans le village de

Wono pour la production de 1.760 plants d'Acacia nilotica; le géo-référencement des bourgoutières de la coopérative des éleveurs de Kotombana et du village de Gouloumbo ; l'acheminement de 1.000 pieds de Parkinsonia aculeata à Bougourintie dans le cadre de la fixation des dunes avec la confection de 121 quadrats (unités de quadrillage utilisées dans le système de protection des dunes consistant à installer un réseau de palissades disposées en échiquier sur le front des dunes ou en bandes perpendiculaires aux vents dominants). Ces activités supplémentaires traduisent les effets induits de la prise de conscience opérée aux niveaux des groupes cibles et la réactivité avec laquelle le programme FODESA répond aux différentes sollicitations.

77. La mission a eu une appréciation positive du concept de protection des berges avec du vétiver et recommande de renforcer cette action, d'une part en diversifiant les dispositifs techniques et l'organisation des travaux pour sa réalisation et d'autre part en mettant l'accent sur son aspect économique **R₁₇**. Au cours de la visite de terrain à Kobaka, la mission a déploré la faible implication des femmes dans cette activité. En effet, l'échange avec les animateurs et les villageois, a permis de savoir que beaucoup d'objets et articles traditionnels divers peuvent être fabriqués à base de vétiver.
78. L'implication des femmes pourrait avoir comme effet d'accroître l'efficacité des mesures prises pour l'entretien des plants en leur donnant les connaissances supplémentaires nécessaires pour une plus grande valorisation des produits issus du vétiver, tels que les "tapis de vétiver", très prisés sur les marchés internationaux. Pour ce faire, il a été suggéré de procéder au parcellaire des sites, de les clôturer et de les attribuer avec soin afin de prévenir les risques éventuels de conflit pouvant résulter de l'intérêt né de l'exploitation des plants de vétiver. Pour ce qui est des dispositifs techniques, il est proposé de combiner les zaïs déjà mis en place avec des barrières de plants de vétiver sur les berges pour une plus grande efficacité **R₁₈**.
79. La création de bosquets est à encourager compte tenu de la rareté du bois énergie dans le Delta. La visite de terrain à Koba a permis d'aborder cette question avec les populations, l'insuffisance de la disponibilité de terre exacerbe également la problématique. La mission propose d'organiser un échange plus approfondi entre les villages qui sont dans la même situation en vue d'étudier la possibilité de vulgariser les foyers améliorés pour réduire la consommation de bois **R₁₉**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
R₁₄ : Diligenter le processus d'approbation du microprojet de valorisation du mouton à laine de Macina	FODESA/partenaires/OP	Fin 2012
R₁₅ : Mettre l'accent sur l'intérêt économique des ressources végétales locales réintroduites	FODESA/CRRA/OP	Dès que possible – avant la fin de l'année 2012
R₁₆ : Prendre attache avec l'AEDD, afin d'intégrer les indicateurs de GRN du CSI-GDT, notamment ceux relatifs au développement du DIN	FODESA/partenaires	Mars 2013
R₁₇ : Améliorer les modes de gestion des aménagements de berges avec du vétiver en mettant l'accent sur son intérêt économique	FODESA/partenaires/OP	Dès que possible – début d'année 2013
R₁₈ : Combiner la mise en place des zaïs avec le plantations de vétiver	FODESA/partenaires/OP	Dès que possible – début d'année 2013
R₁₉ : Promouvoir la plantation de bosquets et l'utilisation des foyers améliorés	FODESA/ARM	Dès à présent

Composante 4: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

80. Cette composante a pour objectifs d'assurer la programmation, la coordination, et le suivi interne et la supervision de l'exécution du programme. Le taux d'exécution technique est estimé à 42% au 30 septembre 2012, avec une estimation à 89% à la fin de l'année 2012.
81. Au plan de la coordination, les activités d'appuis techniques programmées concernent : i) l'organisation des supervisions des Ministères de tutelle ; ii) la réalisation des enquêtes de satisfaction des bénéficiaires ; et iii) l'audit des comptes de 2011.
82. En ce qui concerne la gestion, les activités programmées au niveau de l'AREG sont : i) gérer les demandes d'appui à la réalisation des microprojets environnementaux et productifs ; ii) appuyer et conseiller les collectivités territoriales et les OP ; iii) suivre et superviser les activités de terrain ; iv) produire des rapports périodiques ; et v) organiser le comité national d'orientation. S'agissant de l'Association Régionale, les activités programmées sont : i) tenir 2 assemblées générales statutaires sur le programme ; ii) réaliser des sessions trimestrielles d'approbation des microprojets par le Conseil d'Administration ; iii) superviser les activités au niveau régional et participer aux missions de supervisions conjointes FIDA/FEM/ Gouvernement.
83. Les activités réalisées au titre du premier semestre 2012 pour lesquelles l'AREG a été impliquée sont : la participation à la mission d'évaluation du programme pays du FIDA en mars 2012 ; la réception d'une mission de supervision du Ministère en charge de l'environnement ; la réalisation de 3 missions de supervision et de vérification de microprojets par le Président de l'AR-M ; la tenue de 8 réunions de l'AR-M, dont une statutaire, et une autre consacrée à l'approbation des microprojets à travers son Conseil d'Administration ; la réalisation de deux missions de supervision des microprojets socio-communautaires en collaboration avec l'ANICT dans les cercles de Mopti et de Tenenkou ; la réalisation de la mission d'une équipe du FODESA, conduite par le Coordonnateur de l'AREG dans le cercle de Djenné.
84. Au plan du suivi évaluation du programme, le suivi a concerné toutes les activités planifiées : l'examen des demandes, la validation des rapports d'activités mensuels des animateurs de site, la préparation de l'atelier sur les indicateurs de suivi écologique du DIN et le renseignement de la base de données de l'AREG grâce au progiciel de suivi-évaluation mis en place. Il est à noter que le suivi de l'élaboration des TDR de l'enquête de satisfaction des bénéficiaires ainsi que l'élaboration du budget 2013 ont également été effectués durant la période.
85. Au plan de la gestion du personnel, au cours de l'année 2012, le programme a recruté 4 nouveaux animateurs. Les animateurs de Tenenkou et Youwarou, pour des raisons sécuritaires ont été relocalisés à Mopti et à Djenné d'où ils continuent toutefois à suivre les activités dans leurs localités respectives dans la mesure du possible. Il est à noter que le nouveau chargé de suivi évaluation qui a pris fonction en mai 2012 au FODESA, servait à Kidal dans un autre projet appuyé par le FIDA avant les évènements qui ont entraîné l'arrêt des activités dans cette zone.

D. Aspects fiduciaires

86. Gestion Comptable : avec le remerciement du RAF jugé incompetent, le Service Administratif et Financier (SAF) du FODESA est composé du comptable appuyé par un agent administratif ayant des connaissances en comptabilité. La mission a noté une surcharge de travail au niveau du Comptable (qui fait un travail très satisfaisant) qui a comme résultante un retard dans la mise à jour des données comptables en fin septembre, un retard dans la mobilisation des ressources des Bailleurs, mais aussi, une incidence sur le contrôle interne du Projet (contrôle validation des données dans la base, respect des procédures d'engagement des dépenses qui nécessite une séparation des tâches). De nombreuses irrégularités ont été notées qui remettent en question la fiabilité des données comptables générées par le logiciel de gestion financière. Concernant la gestion des engagements, la mission a noté que le service financier ne dispose pas de tous les contrats en cours d'exécution. La mission recommande de faire appel au personnel des projets supportés par le FIDA, et en particulier du PMR, pour des missions d'appui de moyenne durée (3 mois) à démarrer dans les meilleurs délais **R₂₀**.
87. Le Projet a fait appel au cabinet NYETA SERVICE, pour l'installation et la formation de l'UCG sur le logiciel TOMPRO. Les modules « comptabilité » et « suivi budgétaire » sont utilisés mais le projet est confronté à des problèmes dans l'utilisation du module « gestion des engagements et suivi des marchés » et « génération automatique des DRF/DPD ». A date, il est impossible d'établir : (i) automatiquement les DRF/DPD ; (ii) une situation exacte des engagements du Projet sur le budget du PTBA **R₂₁**.
88. Elaboration des DRF : La mission a attiré l'attention du SAF sur la qualité des DRF (erreur de calculs sur les formulaires, erreurs dans les taux de refinancement appliqués...), et de leur archivage, nécessitant une forte amélioration, et sur l'absence d'un registre des DRF/DPD. Elle a constaté sur un échantillon de DRF analysées (77 bis, 78 et 80) que l'Avoir des comptes Désignés et comptes d'avance sont très bas (entre 13% et 40% du dépôt initial) au moment où la DRF est préparée. L'élaboration des DRF devra être mieux planifiée et prendre en compte les délais de traitement des DRF au FIDA (estimé entre 6 à 8 semaines) afin d'éviter les tensions de trésorerie **R₂₂**.
89. Situation du personnel du projet: les agents du Projet n'ont pas tous bénéficié de leurs congés annuels de l'année 2011. Le Registre Employeur qui permet de faire le suivi des départs et retours de congés des Agents ainsi que les paiements de droits n'est pas mis à jour. Ceci doit être fait dans les meilleurs délais **R₂₃**.

Partenaires Financiers

90. **FIDA (Prêt) :** les engagements sur les ressources du Prêt FIDA au 12/10/2012 sont estimés à 15,333 millions DTS (environ 23,656 millions USD),⁴ soit 98,11% des ressources du Prêt (cf. Appendice 3, annexe 1). Les réalisations financières sur le Prêt FIDA s'élèvent à 14,813 millions DTS (environ 22,922 millions USD), soit à date, un taux de réalisation financière de 95 % du Prêt FIDA (cf. Appendice 3, annexe 3). Sur le plan de la performance, l'état des dépenses du Prêt montre que 72% des ressources ont été dépensés sur les catégories d'investissement alors que le ratio à la conception du Projet situait ce taux à 70,5% du montant global du financement FIDA. Sur le plan de l'efficacité, les réalisations financières montrent que 28% des dépenses

⁴ Les dépenses du FODESA non comptabilisées par le FIDA et les soldes des contrats non échus au 12/10/2012 ont été estimés en DTS sur la base ; 1 DTS = 1,540740 USD = 781,16 FCFA. Il s'agit du taux appliqué en date du 24/10/2012

effectuées concernant la composante « Coordination & Gestion » ; le ratio retenu à l'évaluation du Programme est de 26%.

91. **FEM (Don):** Les engagements sur les ressources du Don FEM au 12/10/2012 sont estimés 3,727 millions USD, soit 62% des ressources du Don (cf. Appendice 3, annexe 2). Les réalisations financières s'élèvent à 3,565 millions USD, soit à date, un taux de réalisation financière de 59,4 % du Don FEM (cf. Appendice 3, annexe 4). L'état des dépenses du Don montre une moindre performance par rapport aux résultats obtenus sur le Prêt FIDA ; 55% des ressources ont été dépensés sur les catégories d'investissement et 44% sur les catégories de fonctionnement alors que les ratios à la conception du Projet situaient ces taux respectivement à 70% et 20%.
92. **Exécution financière du PTBA 2012 :** Au 12/10/2012, sur la base des informations disponibles, le taux de réalisation financière du PTBA 2012 est de 35% (le montant total PTBA 2012 est de 3,157 millions USD). Le taux devrait s'améliorer avec la mise à jour de la comptabilité avec les informations de septembre et octobre 2012.
93. **Décaissement sur le Prêt FIDA :** Au 12/10/2012, la situation des décaissements du FODESA sur le LGS FIDA (en prenant en compte le solde du dépôt initial non justifié) s'élèvent à 14,862 millions DTS (21,508 millions USD) sur un montant alloué de 15,650 millions DTS, soit un taux de décaissement de 95%.
94. En prenant en compte le reliquat de la DRF 80 et la DRF 81 transmise au FIDA (280.953 DTS), le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du Prêt se chiffre à 15,143 millions DTS, soit un taux de décaissement prévisionnel de 96,77% (cf. Appendice 1, tableau 3C). Les dépenses exécutées non transmises en DRF et l'avance à justifier par l'ANICT s'élèvent respectivement à (52.805 DTS) et (64.008 DTS).
95. **Décaissement sur le Don FEM :** Au 12/10/2012, le Don FEM a été décaissé (en prenant en compte le solde du dépôt initial non justifié) à 3,602 millions USD sur un montant alloué de 6 millions USD, soit un taux de décaissement de 60%.
96. En prenant en compte le reliquat de la DRF 18 non payé par le FIDA pour dépassement catégorielle et la DRF 19 transmise au FIDA (218.499 USD), le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du Don se chiffre à 3,820 millions USD, soit un taux de décaissement prévisionnel de 63,68% (Appendice 1, tableau 4C). Les dépenses exécutées non transmises en DRF et l'avance à justifier par l'ANICT sur le Don FEM ont été estimées respectivement à (489.033 USD) et (98.448 USD).

Exécution Catégorielle au 12/10/2012

97. **Sur le Prêt FIDA,** en tenant compte des engagements contractuels pris par le Projet, les catégories de dépenses en dépassement de leurs allocations financières sont respectivement « assistance technique » (409%) et « Formation » (111%) et « salaires indemnités » 123%. Le fort dépassement de l'allocation initiale au niveau de la catégorie « assistance technique » s'explique par le contrat en cours avec l'ANICT pour un montant de 250 millions FCFA.
98. **Sur le Don FEM,** les catégories en dépassement de l'allocation initiale sont respectivement « véhicules et équipement » (110%), « salaires & indemnités » (141%) et « entretien » (152%).

99. La mission a appuyé l'équipe du FODESA à établir des engagements effectifs à date sur les ressources FIDA et FEM ; la situation des engagements prévisionnels à prendre sur la période octobre 2012 – janvier 2014 est en cours de finalisation au niveau de l'UGP. Il importe par conséquent de la finaliser dans les meilleurs délais afin d'estimer les engagements globaux du Projet jusqu'à la date de clôture du Prêt et réallouer les ressources des bailleurs FIDA et FEM en fonction des surplus et gap de financement **R₂₄**.

Reconstitution du Compte Spécial (CS) FIDA.

100. La situation du compte spécial est complexe. Ceci provient d'une interprétation erronée des dispositions de l'Accord de financement par le Projet. En effet, le projet demande systématiquement en remboursement les dépenses de la catégorie XIX « Fonds d'Investissement Local » à hauteur de 90 % du montant TTC de la facture alors que la dépense demandée en remboursement est payée en HT (82%) sur les ressources du Compte Spécial, les taxes devant être payées par le fonds de contrepartie nationale, ce qui engendre des trop-versés de la part du FIDA. Cette situation doit être régularisée dans les meilleurs délais avant la clôture des comptes **R₂₅**.

101. La mission a procédé à la reconstitution du compte spécial du Programme à la date du 30/09/2012. Le PMR a obtenu après requête du Gouvernement et par ANO en date 7/05/2010 un préfinancement du FODESA pour un montant de 99.951.629 FCFA. La mission a relevé que le FIDA a procédé au paiement sur les ressources du PMR dudit préfinancement. Par ailleurs, suite à la transmission par le FODESA des pièces justificatives dans la DRF 77bis et 78, le FIDA a procédé à nouveau au paiement dudit préfinancement accordé au PMR. Sur la DRF 77 bis, ces dépenses ont été imputées par le Projet aux catégories « assistance technique » (62.375.000 FCFA) et « salaires, primes et indemnités » (2.134.309 FCFA). Sur la DRF 78, lesdites dépenses ont été imputées par le Projet à la catégorie « assistance technique » (36.895.115 FCFA). La mission relève que sur les dépenses ci-dessous transmises au FIDA, 1.438.797 FCFA sont à rattacher réellement au FODESA (il s'agit des salaires à la charge du FODESA du Responsable Suivi-Evaluation et de chauffeur pour les mois de janvier-mars 2010). Cette situation déjà signalée lors de la mission précédente doit être régularisée dans les meilleurs délais **R₂₆**.

102. La mission note également qu'un reliquat de préfinancement accordé par virement de fonds sur le compte d'avance FEM et l'achat de motos pour le compte du financement FEM doit être régularisé **R₂₇**.

Reconstitution du Compte Spécial (CS) FEM

103. Dans le cas du compte spécial FEM, l'accord de financement précise que le % de refinancement est 100% HT pour toutes les catégories hormis salaire (100%) et Entretien (85%). Par conséquent, pour les dépenses de la catégorie « Entretien » la Contrepartie participe à hauteur de 15%. Le Projet exécute les dépenses de ladite catégorie sur le compte spécial FEM à 100% alors que le FEM ne rembourse qu'à hauteur de 85% ; le gap de 15% est considéré par le projet comme une perte alors qu'une opération de régularisation vers le compte spécial devait être effectuée avec les ressources de la Contrepartie nationale. Sur la base des informations disponibles, le gap de financement non régularisé par le FODESA sur le compte FEM a été estimé à 18 millions FCFA (DRF 4, 5, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 19). La mission a procédé à la reconstitution du compte désigné du Projet à la date du 30/09/2012 qu'il s'agit de régulariser au plus tôt **R₂₈**.

-
104. **Financement de la contrepartie :** La mission note qu'en numéraires, le Gouvernement a effectué des versements pour un total de 115 millions FCFA entre 2009 -2011 et rien en 2012. Le Projet devra établir la situation des fonds de contrepartie et la situation des exonérations accordées par catégorie de dépenses, qui constitue également une participation de l'Etat ^{R₂₉}.
105. **Recouvrement des avances initiales sur les comptes spéciaux FIDA et FEM :** Au vu du programme d'activités ambitieux (surtout sur les fonds FEM) avant la date d'achèvement, il importe que le recouvrement des avances initiales soit progressif et établi sur la base du plan de décaissement prévisionnel sur le compte désigné sur la période janvier 2013 – janvier 2014 que le FODESA devra proposer au FIDA ^{R₃₀}.

Dispositions de l'Accord de prêt

106. Respect des % de financement : comme indiqué ci-dessus, la mission relève une confusion dans l'application des % de refinancement qui doivent être appliqués au montant payé par le Projet.
107. Assurances des biens et du personnel : Le personnel et les véhicules Automobiles du Projet sont assurés au titre de l'année 2012. Cependant, les motos en service n'ont pas fait l'objet d'assurance. Cette situation peut exposer le Projet à des paiements de dommages et intérêts très importants en cas de sinistre et doit être régularisée au plus tôt.
108. Etats Financiers et Rapport d'audit : les Etats financiers et le rapport d'audit 2011 ont été transmis au FIDA dans les délais requis.
109. Passation des marchés : le taux d'engagement global du PPM 2012 est de 26% et le taux de réalisation sur les engagements pris est de 71%. La mission note que le niveau de mise en œuvre du PPM 2012 est faible à 3 mois de la fin de l'année. Les raisons essentielles tiennent à la situation de crise qui a affecté la zone d'intervention. Toutefois, en tenant compte du programme d'activité octobre-décembre 2012 du FODESA, il peut être escompté un taux d'engagement sur le PPM 2012 de 40% d'ici fin décembre 2012.
110. Audit : La mission note que les états financiers 2011 du FODESA ont été audités par le cabinet MAECO. Les comptes du Projet ont été certifiés sans réserve. Concernant le contrôle interne, la mission note que la seule recommandation concerne des suspens non apurés à la date de l'audit. La mission a noté des insuffisances dans le travail de l'auditeur 2009 (les situations cumulées du Tableau Emploi-Ressources n'ont pas été présentées, l'analyse du respect des taux de financement à appliquer à certaines catégories de dépenses autorisées n'a pas été effectuée, l'analyse des écarts de paiement et de l'utilisation desdites ressources n'a pas été effectuée, l'analyse du niveau de réalisation du PPM 2010 ne ressort pas dans le rapport de l'auditeur ...). La mission insiste sur la nécessité de réaliser des audits beaucoup plus approfondis ^{R₃₁}.
111. Concernant les recommandations sur le contrôle interne la mission note que les aspects ci-après n'ont pas été abordés : structure organisationnelle, procédures de gestion comptables et de la trésorerie, des approvisionnements, des stocks et du personnel.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
R20 : Rechercher un RAF en utilisant les ressources humaines des projets en cours	CNPPF Coordonnateur	31/10/2012
R21 : Contacter un Expert Informaticien TOMPRO pour revoir le paramétrage des modules « suivi des engagements » et « génération automatique des DRF/DPD »	RAF/Coordonnateur	30/11/2012
R22 : Etablir les DRF dès que le seuil de 20% du dépôt initial est consommé, 62 M FCFA sur FIDA et 80 M FCFA sur FEM.	RAF/Comptable	Permanent
R23 : Mettre en place un programme d'apurement des congés 2011 et antérieurs	Coordonnateur	31/12/2012
R24 : Mettre en place un plan de trésorerie prévisionnel sur la période octobre-décembre 2012	RAF/Comptable	Immédiat
R25 : Etablir la situation des « trop payés » par le FIDA; et procéder à leur recouvrement par le FIDA sur les prochaines DRF	RAF/Comptable	31/12/2012
R26 : Demander le recouvrement des dépenses PMR introduites en remboursement sur le DRF 77 bis et 78	RAF/Coordonnateur	Immédiat
R27 : Etablir la situation des régularisations sur le compte FEM et procéder aux paiements nécessaires à partir des fonds de contrepartie	RAF/Comptable	31/12/2012
R28 : Calculer les dépenses demandées en remboursement au FIDA à partir des dépenses décaissées sur le compte d'avance FIDA	RAF/Comptable	Permanent
R29 : Etablir la situation des fonds de contrepartie et la situation des exonérations par catégorie de dépenses	RAF/Comptable	Immédiat
R30 : Proposer au FIDA une proposition de plan de recouvrement des dépôts initiaux FIDA et FEM.	RAF/Coordonnateur	30/11/2012
R31 : Réaliser des audits plus approfondis	RAF/Coordonnateur	Immédiat

E. Durabilité

112. Le programme a préparé les termes de référence pour l'élaboration d'une stratégie d'appropriation des acquis et de désengagement du projet suivi de l'organisation d'un Atelier. Cette démarche est tardive et avait déjà l'objet d'une recommandation en 2011. Elle doit se réaliser dans les meilleurs délais avant fin 2012 pour définir avec les différents acteurs les modalités de désengagement du FODESA activité par activité tant au plan institutionnel que technique ^{R32}. Les derniers mois du projet doivent être l'occasion de tester des modalités de désengagement.
113. Au cours de la mission, il a été noté que le FODESA a sur certains points développé des acquis pour la durabilité de ces activités. Ainsi les formations spécifiques et les campagnes d'information et de sensibilisation associées aux activités de gestion des ressources naturelles, ont permis une plus grande maîtrise des étapes clés du processus de mise en œuvre des dites activités par les ruraux eux-mêmes, ce qui constitue un gage de durabilité. C'est ainsi que la mission a pu se rendre compte par exemple de la capacité des bénéficiaires à relater fidèlement tout le processus de réalisation des bourgoutières et des zaïs, mais surtout leur disposition à se projeter dans des actions futures de mise à l'échelle.
114. De même, l'implication effective tout au long du projet des divers acteurs concernés et leur mise en relation sont aussi positives pour l'après-projet : autour des PDSEC et des PCAE portés par les collectivités locales et les organisations locales de ruraux, ont été associés les services techniques déconcentrés concernés, des institutions de recherche, des ONG, des organisations de producteurs de niveau régional et national.

Ces montages institutionnels existent et peuvent continuer à fonctionner sans moyens extérieurs importants. Il est clé par contre que les tutelles du FODESA (Ministères en charge de l'Agriculture et de l'Environnement) recherche et mobilise ces moyens pour valoriser et répliquer les acquis du FODESA ^{R₃₃}.

115. Un effort doit être également fourni pour accélérer le processus d'intercommunalité autour de certaines activités et filières porteuses, à l'instar de l'association des maires créée autour du vétiver entre les communes de Djenné, Dandougou-Fakala et Némadembayakafo. Ces différentes structures une fois mises en place peuvent valablement suppléer certains domaines de compétence de l'ARM à la fin du FODESA.
116. Par contre, l'avenir de l'ARM pose problème. Une des originalités du FODESA est la responsabilisation d'une association régionale (ARM à Mopti) dans le copilotage du projet avec l'AREG. La même démarche avait été suivie dans les phases précédentes du FODESA dans les régions de Koulikoro et de Ségou. Le programme sur Mopti a tenté de s'inspirer dans ses choix de l'expérience des Associations Régionales créées dans les phases antérieures du FODESA. Le Président de l'ARM a joué un rôle décisif dans la gestion du projet, étant associé activement par le coordonnateur de l'AREG à toutes les composantes du FODESA. Toutefois, l'ARM ait été constituée sur le même modèle que les AR de Koulikoro et de Ségou. Ceci est dommageable car l'analyse rapide des associations dans ces deux régions montrent qu'elles ne fonctionnent plus depuis l'arrêt de l'appui régulier du FODESA.
117. Le problème réside dans le fait que les membres de l'ARM viennent de structures très différentes (Organisations de producteurs de niveaux divers du local au régional, ONG, Agences nationales...) et qui ont des objectifs et des mandats très différents. Leur regroupement a été suscité par le projet et n'est finalement qu'un regroupement de circonstance fonctionnant plutôt comme un comité de pilotage au lieu d'une association.
118. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les membres de l'ARM ne soient pas toujours au courant des activités faute de feed-back suffisants de leurs représentants mais aussi d'intérêt de leur part à la vie d'une association qui n'en est pas vraiment une. Pas étonnant non plus que les structures membres de l'ARM ne soient pas à jour de leurs cotisations et même de leurs droits d'adhésion...
119. Les différentes réunions de l'ARM, les missions de son président, ainsi que les appuis divers en termes de renforcement institutionnel sont assurés totalement par les ressources du programme. L'ARM en tant que structure depuis sa création n'a négocié, ni mobilisé aucun financement autre que ceux du FODESA. Par contre, la mission a été informée que certaines OP de la région de Mopti non-membres de l'ARM, mais intervenant dans le DIN sont parvenues à travers leurs faïtières à mobiliser des ressources financières. C'est le cas de la Fédération des Unions des Sociétés Coopératives (FUSC) qui a mobilisé entre 2009 et 2011, 247 millions de FCFA auprès de Lutheran World Relief (LWR) à travers la Fondation BILL et MELINDA GATES. Elle vient en outre de se voir accordée un nouveau financement de plus de 300 millions du même partenaire financier. Les activités de la FUSC sont centrées sur la riziculture, le reboisement et le maraîchage. L'expérience de cette fédération mérite d'être analysée pour s'en inspirer d'autant plus que son Président est également Président de l'ARM....
120. Pour toutes ces raisons, l'avenir de l'ARM sous cette forme est fortement compromis après l'arrêt du FODESA. Les formations en renforcement de capacités reçues par l'ARM en 2012 par la CNOP ont mis en relief ces dysfonctionnements et aujourd'hui aucune stratégie claire de l'ARM à long terme n'est élaborée. L'avenir de l'ARM doit

être envisagée à travers d'autres approches centrées sur l'intérêt des OP de la région (riziculture, élevage) et autour de quelques acquis phares du programme comme la filière bourgou, où des indices d'autonomisation de certaines OP sont déjà perceptibles. D'autres OP d'éleveurs telles que l'association Fulbé Wodobé dans la commune de Youwarou, et l'association Tiathial Pouri dans la commune de Deboye, ont également atteint un certain niveau d'autonomie. L'organisation des productrices maraichères est aussi porteuse d'espoir.

121. En conclusion, la mission recommande de travailler avec la CNOP pour recentrer l'ARM sur une association d'organisations régionales d'OP qui pourra constituer un conseil régional des OP (CROP) à Mopti et travailler en lien avec d'autres régions organisées sur le même modèle et le niveau national **R₃₄**.
122. Le FODESA a élaboré également un Système d'Information sur l'Environnement du Delta (SIED). De nombreux travaux préparatoires ont été menés avec les différents acteurs institutionnels concernés par le suivi environnemental du DIN. L'architecture du SIED est sur le point d'être finalisée également et la mise en place est imminente. La question qui reste posée est celle de l'avenir de ce système d'information. L'intérêt des partenaires n'est pas discutable et le FODESA doit mettre à profit les quelques mois qu'il lui reste pour asseoir le dispositif et surtout trouvé un ou des partenaires prêts à le faire vivre et à le financer **R₃₅**.
123. Un autre aspect de durabilité qui n'est pas suffisamment mis en avant dans l'exécution du programme concerne les possibilités de financement novatrices à travers les mécanismes associés au changement climatique qu'ils soient de l'adaptation ou de l'atténuation. Par exemple, l'utilisation du four Chorkor qui a déjà donné des résultats positifs en permettant une réduction de près de 60% des quantités de bois utilisées par les transformatrices de poisson et dont la diffusion devrait se poursuivre mériterait d'être amplifiée grâce au développement d'un partenariat avec de potentiels investisseurs privés. Pour aller de l'avant, il conviendrait d'intensifier le processus d'intégration des changements climatiques dans les PDESC et les PCAE, grâce à l'outil "Climate Proofing pour le développement", un outil développé par la GIZ et de plus en plus utilisé dans la planification du développement en particulier par l'AEDD **R₃₆**.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
R32 : Elaborer une stratégie de désengagement plus Atelier	FODESA	Avant fin 2012
R33 : Rechercher des financements alternatifs	FODESA/Tutelles	Dès à présent
R34 : Travailler avec la CNOP pour la restructuration de l'ARM en CROP	FODESA/ARM/CNOP	Dès à présent
R35 : Asseoir le dispositif SIED et réfléchir à sa pérennisation	FODESA/partenaires	Dès à présent
R36 : Diffuser les résultats auprès de investisseurs potentiels. Tester l'outil "Climate Proofing"	FODESA/partenaires	début 2013

F. Conclusion

124. Malgré le taux d'exécution technique global du PTBA 2012 relativement modeste de 41% au 30 septembre et estimé à plus de 60 % en fin d'année, le travail effectué par le projet et ses partenaires pour obtenir ces résultats sur un PTBA ambitieux et dans les conditions difficiles que l'on connaît doit être salué.
125. Des avancées notoires vers l'atteinte des objectifs du programme ont été réalisées. Certaines activités peuvent être considérées comme des succès : c'est le cas bien sûr du développement des bourgoutières dont l'efficacité sociale, environnementale et économique avérée en fait un outil formidable d'aménagement durable du Delta. Mais les acquis du projet ne s'arrêtent pas là comme l'atteste le développement des zai, des zones de mise en défens, du maraîchage associé à de l'arboriculture...
126. Ceci est avant tout le résultat d'une approche sociale et institutionnelle, de renforcement des capacités, associant les différents acteurs en les mettant en relation pour mener des activités de développement et d'aménagement de leurs terroirs. Il est important que les tutelles du programme s'impliquent dans la recherche de solutions pour que ces approches soient intégrées dans les stratégies nationales de développement durable.
127. Le programme s'apprête à entamer sa dernière ligne droite en 2013. Elle devra être centrée sur la finalisation des actions en cours, la consolidation et la capitalisation des acquis. Plutôt que de s'engager dans de nouvelles activités, Le FODESA doit tout mettre en œuvre pour élaborer dans les meilleurs délais sa stratégie de désengagement en coordination avec ses différents partenaires.
128. Mais l'urgence des urgences est le renforcement dès que possible du service administratif et financier du FODESA par un agent maîtrisant parfaitement les procédures du FIDA afin de remettre en ordre les comptes du projet avant la clôture. Les tutelles du programme doivent également dans l'optique de la clôture des comptes faire les démarches nécessaires pour que le Gouvernement honore les fonds de contrepartie maliens.
129. Le FIDA demande au Gouvernement malien de l'informer régulièrement sur l'état de la situation sécuritaire au Mali et particulièrement dans la zone du delta afin que des mesures appropriées puissent être prises pour organiser la prochaine mission de supervision en mars 2013.

Appendices et annexes

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

- Annexe 1 Programme de travail de la mission et listes des personnes rencontrées
- Annexe 2 Liste des participants à la réunion de restitution de l'Aide-Mémoire

- Annexe 3 Pondération des taux de réalisation physique

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIEENNE (FODESA)

Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes (30 septembre 2012)

A. Faits essentiels

Pays	Mali		No. du projet	1089	No. du prêt/don	488
Projet	Programme Fonds de Développement en Zone Sahélienne (FODESA)				Prêt/don suppl.	
Date de mise à jour:	11/10/2012	Dernière supervision Revue à mi-parcours	04/12/2011 au 12/12/2011		Conditions de financement	HC
Inst. Responsable de la supervision	IFAD	Nbre de supervisions	15			
					Millions USD	% Taux de décaissement
Approbation	02-Dec-98	Qualité et entrée des avis		Coût total	37.83	86.27
Accord	19-Fév-99	Délai d'entrée en vigueur	10.5	Prêt du FIDA	21.95	95,75
Entrée en vigueur	14-Oct-99	Programme à problème		Don suppl.		
Examen à mi- parcours	18/4/2011			Don du FIDA		
Date d'achèvement prévue	31-Juil.-13	Dernier amendement	20-Juil-12	Contrepartie Gouvernementale	9.88	89,43
Clôture	31-Janv-14	Dernier audit	Jun-2012	Cofinancement/FEM	6.00	62.00
Nbre de prolongations	1			Co-financeurs		

B. Notes concernant l'exécution du projet.

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	3	1. Qualité de la gestion du projet	5	4
2. Taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de prêt	4	3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4	3	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Renforcement des capacités	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. services financiers décentralisés	-	-	2. Autonomisation	4	4
3. Appui au développement local et gestion durable	5	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Coordination, Gestion et Suivi-évaluation	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité répliation à plus grande échelle	5	5

Justification des notes

B1. Aspects fiduciaires :

1. Qualité de la gestion financière : La note est baissée à 3 du fait des problèmes de gestion constatés par la mission. Des mesures sont prises pour y remédier.
2. Taux de décaissement : 4 car il est proche de 100% sur le prêt FIDA à 9 mois de la fin du projet
3. Fonds de contrepartie : la note est baissée à 3 du fait du versement partiel des fonds en 2011 et du non versement des fonds cette année due à la crise politique. Cependant, le responsable du Ministère des Finances a indiqué en réunion de restitution que le retard serait comblé sur le budget 2013.
4. Conformité à l'accord de prêt : la note est ramenée à 3 du fait des problèmes dans la gestion globale du projet et dans le suivi des procédures
5. Conformité aux règles de passation des marchés : la note est maintenue à 4
6. Qualité et ponctualité des audits : la note est ramenée à 3 du fait que le dernier audit produit à temps n'est pas totalement au standard requis.

B2. Etat d'avancement de l'exécution du projet

1. Qualité de la gestion du projet : 4 en particulier du fait de la difficulté du coordinateur à recruter un nouveau RAF de niveau acceptable après le licenciement de l'ancien l'année dernière ; par contre, il faut saluer sa capacité à gérer la crise, à recruter rapidement un nouveau RSE et à redéployer le personnel.
2. Exécution du S&E : 4 car le système de suivi et évaluation est mis en place mais pourrait être plus efficace. Les données enregistrées par le Responsable suivi et évaluation sont correctes mais ne vont pas assez au-delà des résultats. Le nouveau RSE a encore besoin de s'adapter au poste.
3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution : 4, la mise en œuvre des activités se déroule conformément au PTBA mais elles ont connu des retards du fait de la situation de crise en 2012.
4. Prise en compte de l'équité hommes -femmes : 5, le projet prend bien en compte la question d'équité hommes-femmes dans les formations et dans l'octroi des microprojets. Les sensibilisations se font à l'endroit des hommes et des femmes ainsi que des jeunes.
5. Lutte contre la pauvreté : 5, les microprojets sont des demandes des groupes cibles du FIDA et les différentes activités du projet sont conçues pour répondre à la demande des ruraux pauvres.
6. Efficacité du ciblage : 5, les ruraux pauvres, hommes, femmes et jeunes, sont effectivement ciblés par le projet.
7. Innovation et leçons apprises : 5, les innovations sont nombreuses mais le processus de capitalisation/diffusion doit s'améliorer.

B3. Produits et réalisations

1. Renforcement des capacités : 5, la grande majorité des activités programmées dans ce domaine sont réalisées à 100%.
2. Services financiers décentralisés : transférés au PMR
3. Appui au développement local et gestion durable : 4, du fait du ralentissement des activités, le taux d'exécution de la composante est voisin de 60%. Mais certaines activités phare (Bourgou, zai) dépassent les objectifs.
4. Coordination, Gestion et Suivi-évaluation : 4. le taux d'exécution de la composante est entre 60% et 70%.

B4. Durabilité

1. Renforcement des institutions (Organisations, etc.) : 4, les collectivités locales et les organisations de base ont vu leurs capacités renforcées par des séries de formations et des visites d'échanges d'expériences. Des comités de gestion sont mis en place pour chaque microprojet financé. Par contre, l'avenir de l'ARM est encore flou.
2. Autonomisation : 5, Les membres comités de gestion des microprojets sont alphabétisés et formés en gestion. Certaines organisations de ruraux (groupes maraichers, associations autour de bourgoutières) maîtrisent les aspects économiques de la production.

3. Qualité de la participation des bénéficiaires : 5, les bénéficiaires, hommes et femmes, participent comme envisagé physiquement et financièrement à la réalisation des microprojets. Les demandes sont faites par eux.
4. Adaptabilité des prestataires de services : 5, les activités sont réalisées sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales ou des OP. Les bénéficiaires ont la latitude de choisir leurs prestataires de services. Du fait de la crise, les prestataires font parfois défaut.
5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité) : 4, les différents acteurs sont sensibilisés et conscients de la clôture du projet, la stratégie de désengagement n'est pas élaborée mais des parties existent pour certaines activités..
6. Possibilité de répliation à plus grande échelle : 5, le FODESA a obtenu des résultats qui méritent d'être capitalisés et répliqués et il existe de bonnes opportunités de les répliquer dans le pays.

C. Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C. 1 Actifs physiques/financiers	4	4
C. 2 Sécurité alimentaire	4	4
C. 3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

En attendant l'étude SYGRI prévue en 2013, les notes précédentes ont été maintenues.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
Le projet avait pris des dispositions fin 2011 pour accélérer les décaissements. En particulier, une prolongation d'un an, un PTBA ambitieux pour 2012, un doublement de la caisse d'avance du FEM devait faciliter l'atteinte des objectifs de développement du projet. Finalement, les difficultés rencontrées en 2012 n'ont pas permis de réaliser le PTBA à plus des deux tiers et la probabilité de réaliser l'ensemble des objectifs de développement s'est amenuisée sur la composante FEM. Par contre, sur la composante FIDA, la probabilité d'atteinte des objectives est plus forte.		
C.5 Risques : Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
Aspects fiduciaires	Il a été relevé un risque fiduciaire important dans le système de gestion financière du Projet du fait de l'absence de bonne qualité depuis plusieurs années. Les imperfections constatées dans le paramétrage et la codification du logiciel de gestion financière, les erreurs d'imputation au niveau des comptes de gestion, la maîtrise imparfaite des fonctionnalités du logiciel et la mauvaise appropriation des procédures comptables et financières du Projet ainsi que les mouvements au sein du personnel du Service Administratifs et financiers sont à la base de cette situation, qui nécessite impérativement de reprendre entièrement toutes les saisies des opérations comptables de l'exercice 2012. La gestion financière devra être sérieusement améliorée avec l'appui d'un comptable expérimenté d'un projet FIDA (dans le cadre d'échange d'expérience entre Projet FIDA)	
Mise en œuvre du projet	Le risque est qu'une extension du conflit vers le sud du pays entrave la mise en œuvre du projet	
Résultats et impacts	Cette extension du conflit entrainerait un recul dans l'atteinte des objectifs du projet, en annihilant ses acquis tout ou partie.	
durabilité	Le fort ancrage institutionnel du projet est garant d'une certaine durabilité des actions initiées par le projet. Toutefois, le retard dans l'élaboration d'une stratégie de désengagement concertée risque de mettre à mal la poursuite des activités après le retrait du FODESA.	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Capitalisation	Accélérer la capitalisation des acquis du FODESA	Dès à présent	
Analyse des coûts	Approfondir l'analyse des coûts à l'hectare en	Dès que possible	

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)

Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

	coordination avec les autres projets	
Atelier de désengagement	Organiser l'atelier de désengagement du FODESA	Dès que possible avant la fin 2012
Conventions	Evaluer l'état d'exécution des conventions établies avec les partenaires.	Dès que possible
Etudes	Accélérer la réalisation de l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques et sur les sites de refuge du lamantin et sa mise en œuvre	Avant la fin de l'année 2012
Stratégie de développement du Delta	Rechercher les moyens pour élaborer la stratégie de développement du Delta	Dès que possible – avant la fin du projet
Financements conservation du Delta	Rechercher des financements pour finaliser la stratégie de conservation du delta.	Avant achèvement du projet
Aviculture à la pisciculture	Associer l'aviculture à la pisciculture	Dès à présent
Surcreusements des puits	Etudier la possibilité de réaliser des surcreusements des puits des périmètres maraîchers en fonction de la disponibilité hydrique	D'ici la fin de l'année 2012
Réalisation de planches maraîchères de baobab et de moringa	Appuyer la réalisation de planches maraîchères de baobab et de moringa dans les périmètres et faire des essais de démonstration de récolte de feuilles et de leur transformation culinaire.	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
Tester des barrières de vétiver	Tester des barrières de vétiver autour des périmètres maraîchers et encourager les femmes à employer l'huile de neem pour le contrôle des insectes nuisibles.	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
Paiements directs des prestataires	Poursuivre la réflexion avec l'ANICT en vue de mettre en œuvre les paiements directs des prestataires	Dès que possible – avant la fin du mois de novembre 2012.
Documenter et diffuser les expériences positives	Documenter et diffuser les expériences positives de DRS/CES y compris le système de gestion des bourgoutières	Actions à lier au processus de l'évaluation finale et à l'après projet
Ressources végétales locales	Mettre l'accent sur l'intérêt économique des ressources végétales locales réintroduites	Dès que possible – avant la fin de l'année 2012
Améliorer les modes de gestion des aménagements de berges	Améliorer les modes de gestion des aménagements de berges avec du vétiver en mettant l'accent sur son intérêt économique	Dès que possible – début d'année 2013
Indicateurs GRN et CSI-GDT	Prendre attache avec l'AEDD, afin d'intégrer les indicateurs de GRN du CSI-GDT, notamment ceux relatifs au développement du DIN	Mars 2013
Microprojet de valorisation du mouton	Diligenter le processus d'approbation du microprojet de valorisation du mouton à laine de Macina	Fin 2012
Rechercher un RAF	Rechercher un RAF en utilisant les ressources humaines des projets en cours	
Structure des comptes	Revoir la structure des comptes du Projet	31/10/2012
DRF	Etablir les DRF dès que le seuil de 20% du dépôt	Permanent

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIEENNE (FODESA)

Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

	initial est consommé, 62 M FCFA sur FIDA et 80 M FCFA sur FEM.		
Plan de trésorerie	Mettre en place un plan de trésorerie prévisionnel sur la période octobre-décembre 2012	Immédiat	
Programme d'apurement des congés	Mettre en place un programme d'apurement des congés 2011 et antérieurs	31/12/2012	
Expert TOMPRO	Contacteur un Expert Informaticien TOMPRO pour revoir le paramétrage des modules « suivi des engagements » et « génération automatique des DRF/DPD »	30/11/2012	
Suivi Budgétaire sur le logiciel TOMPRO	Effectuer le Suivi Budgétaire sur le logiciel TOMPRO sur le mode « avec Engagement »	Permanent	
Dépenses demandées en remboursement	Calculer les dépenses demandées en remboursement au FIDA à partir des dépenses décaissées sur le compte d'avance FIDA	Permanent	
Recouvrement des dépenses PMR	Demander le recouvrement des dépenses PMR introduites en remboursement sur le DRF 77 bis et 78	Immédiat	
Etablir la situation des « trop payés »	Etablir la situation des « trop payés » par le FIDA; et procéder à leur recouvrement par le FIDA sur les prochaines DRF	31/12/2012	
Régularisations sur le compte FEM et fonds de contrepartie	Etablir la situation des régularisations sur le compte FEM et procéder aux paiements nécessaires à partir des fonds de contrepartie	31/12/2012	
Plan de recouvrement	Proposer au FIDA une proposition de plan de recouvrement des dépôts initiaux FIDA et FEM.	30/11/2012	
Stratégie de désengagement et Atelier	Elaborer une stratégie de désengagement plus Atelier	Avant fin 2012	
Financements alternatifs	Rechercher des financements alternatifs	Dès à présent	
Travailler avec la CNOP	Travailler avec la CNOP pour la restructuration de l'ARM en CROP	Dès à présent	
Le SIED et sa pérennisation	Asseoir le dispositif SIED et réfléchir à sa pérennisation	Dès à présent	
Climate proofing	Diffuser les résultats auprès de investisseurs potentiels. Tester l'outil "Climate Proofing"	début 2013	

Observations supplémentaires

Malgré la crise politique actuelle, le projet continue ses activités sur l'ensemble de sa zone d'intervention.

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
Accélérer la capitalisation des acquis du FODESA	FODESA	Dès à présent
Approfondir l'analyse des coûts à l'hectare en coordination avec les autres projets	FODESA/CNPPF	Dès que possible
Organiser l'atelier de désengagement du FODESA	FODESA	Dès que possible avant la fin 2012
Evaluer l'état d'exécution des conventions établies avec les partenaires.	FODESA/partenaires	Dès que possible
Accélérer la réalisation de l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites	FODESA	Avant la fin de l'année 2012
Rechercher les moyens pour élaborer la stratégie de développement du Delta	FODESA	Dès que possible – avant la fin du projet
accélérer l'étude sur les sites de refuge du lamantin et sa mise en œuvre	FODESA	Avant fin 2012
Rechercher des financements pour finaliser la stratégie de conservation du delta.	FODESA / tutelle	Avant achèvement du projet
Associer l'aviculture à la pisciculture	FODESA/OP	Dès à présent
Etudier la possibilité de réaliser des surcreusements des puits des périmètres maraîchers en fonction de la disponibilité hydrique	FODESA/OP	D'ici la fin de l'année 2012
Appuyer la réalisation de planches maraîchères de baobab et de moringa dans les périmètres et faire des essais de démonstration de récolte de feuilles et de leur transformation culinaire.	FODESA/Partenaires/OP	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
Tester des barrières de vétiver autour des périmètres maraîchers et encourager les femmes à employer l'huile de neem pour le contrôle des insectes nuisibles.	FODESA/Partenaires/OP	Immédiatement, dès le début de la campagne maraîchère
Poursuivre la réflexion avec l'ANICT en vue de mettre en œuvre les paiements directs des prestataires	FODESA/ANICT	Dès que possible – avant la fin du mois de novembre 2012.
Documenter et diffuser les expériences positives de DRS/CES y compris le système de gestion des bourgoutières	FODESA/partenaires/OP	Actions à lier au processus de l'évaluation finale et à l'après projet
Mettre l'accent sur l'intérêt économique des ressources végétales locales réintroduites	FODESA/CRRA/OP	Dès que possible – avant la fin de l'année 2012
améliorer les modes de gestion des aménagements de berges avec du vétiver en mettant l'accent sur son intérêt économique	FODESA/partenaires/OP	Dès que possible – début d'année 2013
Prendre attache avec l'AEDD, afin d'intégrer les indicateurs de GRN du CSI-GDT, notamment ceux relatifs au développement du DIN	FODESA/partenaires	Mars 2013
Diligenter le processus d'approbation du microprojet de valorisation du mouton à laine de Macina	FODESA/partenaires/OP	Fin 2012
Promouvoir la plantation de bosquets et l'utilisation des foyers améliorés	FODESA/ARM	Dès à présent

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

Rechercher un RAF en utilisant les ressources humaines des projets en cours	CNPPF/Coordonnateur	31/10/2012
Revoir la structure des comptes du Projet	RAF	31/10/2012
établir les DRF dès que le seuil de 20% du dépôt initial est consommé, 62 M FCFA sur FIDA et 80 M FCFA sur FEM.	RAF/Comptable	Permanent
Mettre en place un plan de trésorerie prévisionnel sur la période octobre-décembre 2012	RAF/Comptable	Immédiat
mettre en place un programme d'apurement des congés 2011 et antérieurs	Coordonnateur	31/12/2012
contacter un Expert Informaticien TOMPRO pour revoir le paramétrage des modules « suivi des engagements » et « génération automatique des DRF/DPD »	RAF/Coordonnateur	30/11/2012
Effectuer le Suivi Budgétaire sur le logiciel TOMPRO sur le mode « avec Engagement »	RAF/Comptable	Permanent
Calculer les dépenses demandées en remboursement au FIDA à partir des dépenses décaissées sur le compte d'avance FIDA	RAF/Comptable	Permanent
Demander le recouvrement des dépenses PMR introduites en remboursement sur le DRF 77 bis et 78	RAF/Coordonnateur	Immédiat
Etablir la situation des « trop payés » par le FIDA; et procéder à leur recouvrement par le FIDA sur les prochaines DRF	RAF/Comptable	31/12/2012
Etablir la situation des régularisations sur le compte FEM et procéder aux paiements nécessaires à partir des fonds de contrepartie	RAF/Comptable	31/12/2012
Proposer au FIDA une proposition de plan de recouvrement des dépôts initiaux FIDA et FEM.	RAF/Coordonnateur	30/11/2012
Elaborer une stratégie de désengagement plus Atelier	FODESA	Avant fin 2012
Rechercher des financements alternatifs	FODESA/Tutelles	Dès à présent
Travailler avec la CNOP pour la restructuration de l'ARM en CROP	FODESA/ARM/CNOP	Dès à présent
asseoir le dispositif SIED et réfléchir à sa pérennisation	FODESA/partenaires	Dès à présent
diffuser les résultats auprès de investisseurs potentiels. Tester l'outil "Climate Proofing"	FODESA/partenaires	début 2013

**Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement
par source de financement et par composante;
décaissements par catégorie**

Tableau 3A: Obligation de financement par source de financement

Source de financement	Approbation (en milliers de USD)	Décaissements (en milliers de USD)	Décaissements en pourcentage
Prêt du FIDA	21.950	21 508	95%
Don du FEM	6.000	3.602	60%
Bénéficiaires	3.500	667	19%
Gouvernement	6.380	4720	74%
Total	37.830	30.497	80%

NB : la participation de l'Etat et des bénéficiaires couvre la période 2001-2011. Le taux utilisé est 1 USD =500FCFA

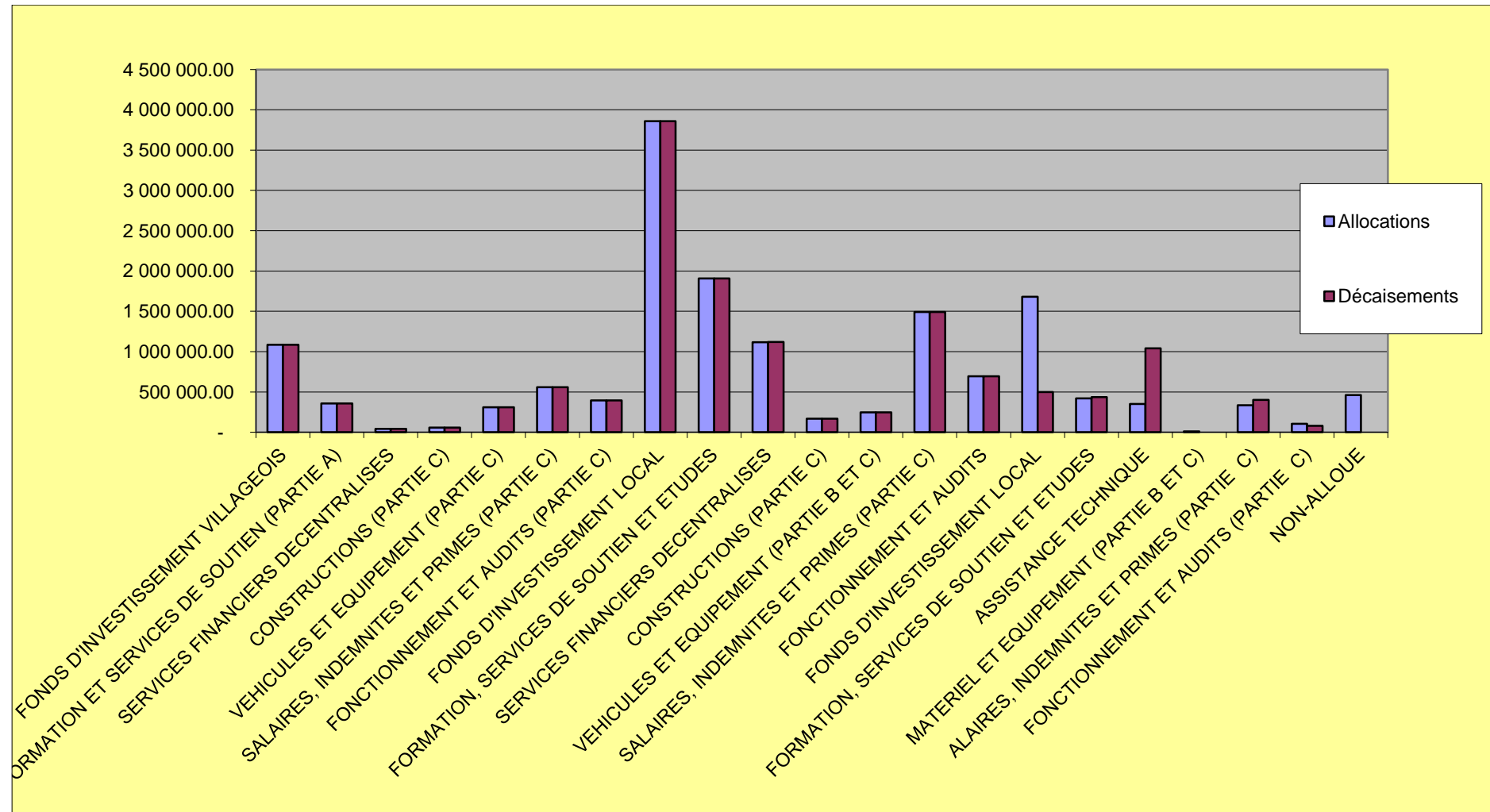
République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIEENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

Tableau 3C Décaissements du Prêt FIDA (en DTS, au 12/10/2012)

Description	Allocations	Balance					%tage
		Décaissements	DRF en traitement	En attente cumulé	Total	Solde	
	en DTS	Cumulatifs en DTS	DRF n° 81 et reliquat DRF n° 80	En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
ADVANCE OF FUNDS - AUTHORIZED ALLOCATION		394 167,06			394 167,06	- 394 167,06	
FONDS D'INVESTISSEMENT VILLAGEOIS	1 084 772,77	1 084 772,77		-	1 084 772,77	-	100,00%
FORMATION ET SERVICES DE SOUTIEN (PARTIE A)	357 443,33	357 443,33		-	357 443,33	-	100,00%
SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES	43 212,09	43 212,09		-	43 212,09	-	100,00%
CONSTRUCTIONS (PARTIE C)	56 178,95	56 178,95		-	56 178,95	-	100,00%
VEHICULES ET EQUIPEMENT (PARTIE C)	310 971,54	310 971,54		-	310 971,54	-	100,00%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	559 896,02	559 896,02		-	559 896,02	-	100,00%
FONCTIONNEMENT ET AUDITS (PARTIE C)	393 624,27	393 624,27		-	393 624,27	-	100,00%
FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL	3 859 835,85	3 859 835,85		-	3 859 835,85	-	100,00%
FORMATION, SERVICES DE SOUTIEN ET ETUDES	1 908 117,29	1 908 117,29		-	1 908 117,29	-	100,00%
SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES	1 116 938,30	1 118 810,89		-	1 118 810,89	- 1 872,59	100,17%
CONSTRUCTIONS (PARTIE C)	169 294,56	169 294,56		-	169 294,56	-	100,00%
VEHICULES ET EQUIPEMENT (PARTIE B ET C)	246 180,76	246 180,76		-	246 180,76	-	100,00%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	1 491 083,95	1 491 083,95		-	1 491 083,95	-	100,00%
FONCTIONNEMENT ET AUDITS	693 009,93	693 009,93		-	693 009,93	-	100,00%
FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL	1 680 000,00	372 451,94	126 622,77	126 622,77	499 074,71	1 180 925,29	29,71%
FORMATION, SERVICES DE SOUTIEN ET ETUDES	420 000,00	409 869,96	25 204,50	25 204,50	435 074,46	- 15 074,46	103,59%
ASSISTANCE TECHNIQUE	350 000,00	948 825,77	93 204,43	93 204,43	1 042 030,20	- 692 030,20	297,72%
MATERIEL ET EQUIPEMENT (PARTIE B ET C)	10 000,00	0,00		-	-	335 000,00	0,00%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	335 000,00	367 311,31	33 856,58	33 856,58	401 167,89	- 296 167,89	
FONCTIONNEMENT ET AUDITS (PARTIE C)	105 000,00	77 888,97	2 064,89	2 064,89	79 953,86		
NON-ALLOUE	459 440,39	0,00		-	-	459 440,39	
TOTAUX	15 650 000	14 862 947	280 953	280 953,17	15 143 900,38	576 053,48	96,77%

République du Mali
 PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIEENNE (FODESA)
 Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

Figure 1: Décaissement au titre Du don du FEM: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

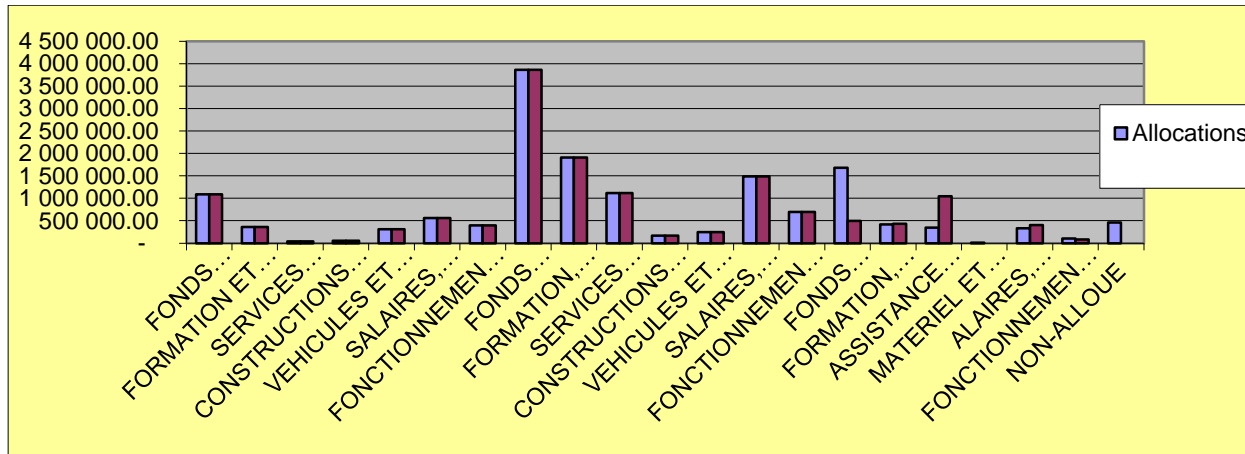


République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

Tableau 4C: Décaissements du Don du FEM (en USD, au 12/10/2012)

Description	Allocations	Décaissements	DRF en traitement	En attente cumulé	Total	Solde	%tage
	en USD	Cumulatifs en USD	DRF n° et reliquat DRF n°	En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
ADVANCE OF FUNDS - AUTHORIZED ALLOCATION		850 357,78			850 357,78	- 850 357,78	
				-	-	-	#DIV/0!
INFRASTRUCTURES	720 000,00	195 780,94	5 526,92	5 526,92	201 307,86	518 692,14	27,96%
VEHICULES, EQUIPEMENT ET MATERIEL	350 000,00	354 791,31	3 032,20	3 032,20	357 823,51	- 7 823,51	102,24%
ASSISTANCE TECHNIQUE	900 000,00	619 764,28	19 350,27	19 350,27	639 114,55	260 885,45	71,01%
STUDIES, FORMATION ET SERVICES	2 600 000,00	611 826,56	86 836,86	86 836,86	698 663,42	1 901 336,58	26,87%
SALAIRES ET INDEMNITES	580 000,00	729 525,27	22 887,93	22 887,93	752 413,20	- 502 413,20	300,97%
ENTRETIEN	250 000,00	239 986,51	80 865,06	80 865,06	320 851,57	279 148,43	
Non alloué	600 000,00			-	-		
				-	-	-	
TOTAUX	6 000 000	3 602 033	218 499	218 499,24	3 820 531	1 599 468,11	63,68%

Figure 2: Décaissement au titre Du don du FEM: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

ANNEXE 1: ENGAGEMENT SUR LE PRET FIDA PAR CATEGORIE

CATEGORIE	% Fin		ALLOUE		DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 30 septembre 2012			TOTAL ENGAGEMENTS SUR LES RESS PRÊT FIDA		%
	Fx	Lx	DTS	FCFA	DTS	FCFA	%	DTS	FCFA	
I		75	1 084 772,77		1 084 772,77		100,00%	1 084 773		100%
II		85	357 443,33		357 443,33		100,00%	357 443		100%
III		75	43 212,09		43 212,09		100,00%	43 212		100%
V		85	56 178,95		56 178,95		100,00%	56 179		100%
VI			310 971,54		310 971,54		100,00%	310 972		100%
VII		85	559 896,02		559 896,02		100,00%	559 896		100%
VIII		85	393 624,27		393 624,27		100,00%	393 624		100%
X		90	3 859 835,85		3 859 835,85		100,00%	3 859 836		100%
XI			1 908 117,29		1 908 117,29		100,00%	1 908 117		100%

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

XII	SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES		1 116 938,30		1 118 810,89	100,17%	1 118 811	100,17%
XIV	CONSTRUCTIONS (PARTIE C)		169 294,56		169 294,56	100,00%	169 295	100%
XV	VEHICULES ET EQUIPEMENT (PARTIE B ET C)		246 180,76		246 180,76	100,00%	246 181	100%
XVI	SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)		1 491 083,95		1 491 083,95	100,00%	1 491 084	100%
XVII	FONCTIONNEMENT ET AUDITS		693 009,93		693 009,93	100,00%	693 010	100%
XIX	FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL		1 680 000,00		372 451,94	22%	653 749	39%
XX	FORMATION, SERVICES DE SOUTIEN ET ETUDES	100	420 000,00		409 869,96	98%	466 998	111%
XXI	ASSISTANCE TECHNIQUE	85	350 000,00		948 825,77	271%	1 432 391	409%
XXII	MATERIEL ET EQUIPEMENT PARTIE B ET C	85	10 000,00		0,00	0%		0%
XXIII	SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES PARTIE C	100	335 000,00		367 311,31	110%	411 432	123%
XXIV	FONCTIONNEMENT ET AUDITS PARTIE C	85	105 000,00		77 888,97	74%	96 964	92%
	NON-ALLOUE		459 440,39		0,00			
TOTAUX			15 650 000,00	0,00	14 468 780,15	92%	15 353 966,07	98,1%

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

ANNEXE 2 : ENGAGEMENT SUR LE DON FEM PAR CATEGORIE

CATEGORIE	DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 30 septembre 2012			TOTAL ENGAGEMENTS SUR LES RESS DON FEM OCT 2012		%	
	USD	FCFA	%	USD	FCFA		
I	INFRASTRUCTURES	195 780,94	95 399 449,00	27,19%	366 607,17	182 159 149,00	51%
II	VEHICULES, EQUIPEMENT ET MATERIEL	354 791,31	172 164 332,00	101,37%	386 701,45	188 370 942,00	110%
III	ASSISTANCE TECHNIQUE	619 764,28	288 831 054,00	68,86%	877 921,34	419 944 581,00	98%
IV	STUDIES, FORMATION ET SERVICES	611 826,56	293 857 821,00	23,53%	897 141,70	438 764 468,00	35%
V	SALAIRES ET INDEMNITES	729 525,27	342 986 857,00	125,78%	819 686,50	388 778 196,00	141%
VI	ENTRETIEN	239 986,51	111 944 279,00	95,99%	379 209,23	182 653 104,00	152%
	NON ALLOUE	0,00					
TOTAUX		2 751 674,87	1 305 183 792,00	45,86%	3 727 267,39	1 800 670 440,00	62%

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIEENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

ANNEXE 3 : REALISATIONS FINANCIERES SUR LE PRET FIDA PAR CATEGORIE

CATEGORIE	ALLOUE		DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 30 septembre 2012			DRFs/DPD & RELIQUAT DE DRFs EN ATTENTE DE PAIEMENT		FIDA DRF à Etablir		FIDA Dépenses à Regler (stock fournisseur)		TOTALREALISATIONS FINANCIERE SUR LES RESS PRÊT FIDA 2008-2012		%
	DTS	FCFA	DTS	FCFA	%	DTS	FCFA	DTS	FCFA	DTS	FCFA	DTS	FCFA	
FONDS D'INVESTISSEMENT VILLAGEOIS	1 084 773		1 084 773		100,00%							1 084 773		100%
FORMATION ET SERVICES DE SOUTIEN (PARTIE A)	357 443		357 443		100,00%							357 443		100%
SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES	43 212		43 212		100,00%							43 212		100%
CONSTRUCTIONS (PARTIE C)	56 179		56 179		100,00%							56 179		100%
VEHICULES ET EQUIPEMENT (PARTIE C)	310 972		310 972		100,00%							310 972		100%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	559 896		559 896		100,00%							559 896		100%
FONCTIONNEMENT ET AUDITS (PARTIE C)	393 624		393 624		100,00%							393 624		100%
FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL	3 859 836		3 859 836		100,00%							3 859 836		100%
FORMATION, SERVICES DE SOUTIEN ET ETUDES	1 908 117		1 908 117		100,00%							1 908 117		100%

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES	1 116 938		1 118 811		100,17%							1 118 811		100%
CONSTRUCTIONS (PARTIE C)	169 295		169 295		100,00%							169 295		100%
VEHICULES ET EQUIPEMENT (PARTIE B ET C)	246 181		246 181		100,00%							246 181		100%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	1 491 084		1 491 084		100,00%							1 491 084		100%
FONCTIONNEMENT ET AUDITS	693 010		693 010		100,00%							693 010		100%
FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL	1 680 000		372 452		22%	126 623	98 912 033	22 050	17 224 384	2 586	2 019 995	523 711		31%
FORMATION, SERVICES DE SOUTIEN ET ETUDES	420 000		409 870		98%	25 205	19 688 628	9 642	7 532 168	1 152	900 000	445 869		106%
ASSISTANCE TECHNIQUE	350 000		948 826		271%	93 204	72 807 122	6 790	5 304 050	7 242	5 656 800	1 056 062		302%
MATERIEL ET EQUIPEMENT (PARTIE B ET C)	10 000		0		0%									0%
SALAIRES, INDEMNITES ET PRIMES (PARTIE C)	335 000		367 311		110%	33 857	26 447 242	10 264	8 018 031			411 432		123%
FONCTIONNEMENT ET AUDITS (PARTIE C)	105 000		77 889		74%	2 065	1 613 000	4 058	3 170 088			84 012		80%
NON-ALLOUE	459 440		0											
TOTAUX	15 650 000	0	14 468 780	0	92%	280 953	219 468 025	52 805	41 248 721	10 980	8 576 795	14 813 518	0,00	94,66%

République du Mali
PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT EN ZONE SAHELIENNE (FODESA)
Aide-mémoire mission de supervision du 1 au 12 Octobre 2012

ANNEXE 4 : REALISATIONS FINANCIERES SUR LE DON FEM PAR CATEGORIE

CATEGORIE	ALLOUE		DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 30 septembre 2012			AVANCES A JUSTIFIER PAR TIERS (Partenaires+ ONG + Service Technique)		DRFs/DPD & RELIQUAT DE DRFs EN ATTENTE DE PAIEMENT		FIDA DRF à Etablir		FIDA Dépenses à Regler (stock fournisseur)		TOTAL REALISATIONS FINANCIERES SUR LES RESS DON FEM OCT 2012		%
	USD	FCFA	USD	FCFA	%	USD	FCFA	USD	FCFA	USD	FCFA	USD	FCFA	USD	FCFA	
INFRASTRUCTURES	720 000	302 208 077	195 781	95 399 449	27%			5 527	2 807 030	154 922	78 682 017,00			356 229	176 888 496	49%
VEHICULES, EQUIPEMENT ET MATERIEL	350 000	146 906 704	354 791	172 164 332	101%			3 032	1 540 000	22 140	11 244 610,00	6 738	#####	386 701	188 370 942	110%
ASSISTANCE TECHNIQUE	900 000	377 760 096	619 764	288 831 054	69%	98 448	50 000 000	19 350	9 827 669	100 980	51 285 858,00			838 542	399 944 581	93%
STUDIES, FORMATION ET SERVICES	2 600 000	1 091 306 945	611 827	293 857 821	24%			86 837	44 102 945	86 282	43 821 077,00			784 945	381 781 843	30%
SALAIRES ET INDEMNITES	580 000	243 445 395	729 525	342 986 857	126%			22 888	11 624 386,00	67 273	34 166 953,00			819 687	388 778 196	141%
ENTRETIEN	250 000	104 933 360	239 987	111 944 279	96%			80 865	41 069 971,00	57 436	29 170 679,00	922	468 175,00	379 209	182 653 104	152%
NON ALLOUE	600 000	251 840 064	0													
			0													
TOTAUX	6 000 000	2 518 400 642	2 751 675	1 305 183 792	46%	98 448	50 000 000	218 499	110 972 001	489 033	248 371 194	7 660	3 890 175	3 565 314	1 718 417 162	59%

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section 3.04/Prêt FIDA Section 2.04/Don FEM « Cosignataires des comptes spéciaux et des comptes d'avance »	...Le Coordinateur National et les Directeurs Financiers seront cosignataires des comptes spéciaux et des compte d'avance...	Revoir le dispositif institutionnel et organisationnel	Cette disposition n'est plus d'actualité	Le Coordinateur Régional et le Directeur Financier de l'AREG sont actuellement cosignataires des comptes spéciaux et des compte d'avance. Il n'y a plus de Coordinateur National.
Section 5.02 (a) Prêt FIDA « Suivi-Evaluation » Le dispositif de S/E prévoit l'organisation annuelle de séances d'évaluation participative sur un échantillon de villages bénéficiaires.	Programmation faite en 2012	En cours de réalisation	
Annexe 4-II-D/Prêt FIDA Annexe 1/Don FEM « Composition de l'AREG »	.. l'AREG sera composée du personnel visé dans les accords dont un formateur, un socio-économiste, un planton, un expert international en GRN	. La situation a évolué depuis la revue à mi-parcours	La composition de l'AREG a été modifiée et La revue à mi-parcours a conseillé de mettre fin au contrat de l'expert international en GRN et de recruter des bureaux d'études en lieu et place	
Annexe 4-III-G-(b)/Prêt FIDA « PTBA et PPM »	Le projet de PTBA est soumis au Fonds pour ANO et commentaires 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année.	Chaque exercice	Réalisé	

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes		Période : 1 ^{er} janvier – 30 septembre 2012			Total effectif cumulé	Objectifs pré évaluation	Objectifs révisés à mi-parcours	En %
Indicateurs	Unité	PTBA 2012 (1)	Chiffres effectifs (2)	En % 2/1	3	4	5	(3/4)
COMPOSANTE 3 : APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET GESTION DURABLE DES RESN/DURCES NATURELLES DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER								
Ateliers locaux d'information et de formation organisés dans le domaine de la GRN	Nb	DD	30	N/A	48	N/A	N/A	-
Conventions de GRN élaborées et signées par les acteurs locaux	Nb	DD	1	N / A	11	N/A	N/A	-
CT mettant en œuvre un PDESC intégrant un PCAE/PAGS	Nb	19	19	100	19	19	N/A	100
OP menant des activités régulières de GRN sur la base d'une planification concertée et d'outils de gestion adaptés	Nb	DD	39	-	43	N/A	N/A	-
Mise au point et adoption de plans PCAE/GRN par les comités mis en place à l'échelle locale et intégration dans les PDC	Nb	19	19	100	19	19	N/A	100
Micro Projets Sociocommunautaires réalisés ⁵	Nb	25	3	12	3	N/D	N/A	-
Nombre ha de bourgoutières restaurés	Nb	500	1451,88	290,38	2163,88	1300	N/A	166,45

⁵ Il s'agit des 23 microprojets programmés en 2011 et 2 en 2012. Sur ces 25 microprojets 3 ont été réalisés, dont 2 parcs de vaccination et le chenal de Socoura.

Nombre ha de Douméraie et de forêts inondés	Nb	125	5	4	66	1250	N/A	5,28
Nombre d'agents techniques formés par an	Nb	4	8	200	32	40	N/A	80
Nombre d'ha de variétés locales réintroduites d'ici la fin du projet	Nb	DD	1,26	N/A	7,26	800	N/A	1
Nombre d'hectares restaurés contre l'érosion d'ici la fin du projet	Nb	300	776,23	N/A	796,23	750	N/A	103,50
Nombre personnes de la communauté formées par le projet	Nb	DD	621	N/A	1763	4000	N/A	44,08
Nombre d'hectares d'habitat restaurés	Nb	DD	1451,88 ⁱ	N/A	2163,88	N/D	N/A	-
MP productifs réalisés	Nb	DD	15	N/A	33	N/D	N/A	-
Nombre d'éleveurs formés aux nouvelles technologies	Nb	DD	8	N/A	16	N/D	N/A	-
Nombre de pêcheurs formés aux nouvelles technologies	Nb	DD	15	N/A	35	N/D	N/A	-
Pourcentage OP féminines bénéficiant du financement de MP	%	DD	50	N/A	50	N/D	N/A	-
Nbre d'oiseaux d'eau recensés	Nb	N/D	0	N/A	127 465 ⁱⁱ	N/D	N/A	-
Répartition								
• Lac Korientzé	Nb	N/D	0	N/A	15 415	N/D	N/A	-
• Debo	Nb	N/D	0	N/A	87 111	N/D	N/A	-
• Walado	Nb	N/D	0	N/A	24 939	N/D	N/A	-
Hippopotames recensés	Nb	N/D	0	N/A	32	N/D	N/A	-
Répartition								
Debo amont	Nb	N/D	0	N/A	9	N/D	N/A	-
Zone Korientzé	Nb	N/D	0	N/A	11	N/D	N/A	-
Zone Walado	Nb	N/D	0	N/A	12	N/D	N/A	-
Superficies restaurées et/ou conservées (mis en défens) par	ha	1600	35	2,19	3 540	N/D	N/A	-

les communautés locales								
Composante 5 : Gestion du Programme								
Nouvelles adhésions aux AR	Nb	N /D	0	0	13	N/D	N/A	-
OP féminines ayant adhérees à l'ARM	Nb	N/D	0	-	5	N/D	N/A	-
Exécution budget au 30 septembre 2012	000' FCFA	1 496 761	515 840,168	34,46	-	-	N/A	-

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits au 30 septembre 2012

Objectif global Contribuer à réduire la vulnérabilité et la pauvreté rurales et rétablir le tissu économique et social en zone sahélienne	Unité	Cible	REALISATIONS	Observations
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%		19	
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%		30	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%		19	
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%		67	
Membres de ménage féminins sachant lire	%		4	
Membres de ménage masculins sachant lire	%		16	
Hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	Nombre		14	
Femmes entre 15 et 24 qui peuvent lire			5	
Ménages ayant connu une saison de disette	%		39	
Durée de la première saison de disette	mois		5,2	
Ménages ayant connu une deuxième saison de disette	%		39	
Objectif spécifique 1 Améliorer les conditions de vie des ménages en sécurisant les revenus, l'accès aux services sociaux de base et la réduction des conflits autour des ressources naturelles	Unité	Cible	REALISATIONS	Observations
Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté*	Nombre			Les seules données disponibles sont les quintiles de richesse relative des ménages de l'enquête SYGRI
Evolution du taux de malnutrition infantile	%		-6	Seule l'évolution de la malnutrition chronique a été prise en compte. C'est un indice de retard de croissance (taille/âge) qui reflète mieux la situation alimentaire de plusieurs années pour un enfant.

L'ampleur et la fréquence des conflits autour de ressources naturelles sont nettement réduites			Les autorités du cercle de Youwarou (Préfet et le Président du Conseil de Cercle) ont affirmé que le nombre de conflits entre groupes d'acteurs a diminué dans ledit cercle.	Une enquête sera menée en 2012 pour étayer cette assertion L'enquête n'a pas été menée.
Objectif spécifique 2 Renforcer les capacités d'action et de participation des Organisations Paysannes au développement local	Unité	Cible	Réalizations	Observations
Nombre OP faïtières adhérents aux cadres locaux et régionaux mis en place (Niv 1)	Nombre	ND	4	
Nombre de conventions de partenariat stratégique et opérationnel conclues entre OP et les services techniques, OP et CRA, OP et PTF (niv 2)	Nombre	ND	5	
Nombre de PDESC prenant en compte les priorités définies par les OP (niv1)	Nombre	19	17	
Nombre de conventions de gestion déléguée signées entre une OP et la CT Décentralisée de son ressort territorial (niv 2)	Nombre	ND	40	Il s'agit de 40 microprojets demandés par les communes, dont la gestion est déléguée aux bénéficiaires directs (OP et villages)
Objectif spécifique 3 Contribuer à un développement local durable en mettant en place ou en améliorant les mécanismes existant de gestion des ressources naturelles, de protection de la biodiversité et des	Unité	Cible	Réalizations	Observations

écosystèmes				
Nombre d'actions/opérations d'amélioration de la diversité animale et végétale (Niv 1)	Nombre	DD	8	Il s'agit de l'introduction des variétés locales améliorées de Ziziphus mauritiana greffé, Tamarindus Indica sucré et baobab à SYN, Youwarou, Noïna, Kobassa, Oourogalo, Doungoura, Tomora et Saré Maré.
Superficie en ha des zones restaurées et gérées (niv 2)	Ha	DD	796,23	Il faut retenir que cette année, il y a eu la restauration de 770 ha de terres cultivés par la technique du Zaï. La réalisation de 2065,60 ml de cordons pierreux et la fixation de 4,16 ha de dunes de sable ;
Résultats	Unité	Cible	Réalisations	Observations
Composante Renforcement des capacités				
Résultat 1 : Les capacités institutionnelles, techniques et financières des Associations Paysannes sont renforcées				
Nombre de cadre de représentation, de défense et de promotion des intérêts du monde paysan mis en place au niveau local et régional, (Niv 1)	Nombre		2	ARM et l'Union des OP de Djenné En cours de constitution à Tenenkou, Mopti et Youwarou
Nombre OP faitières adhérents aux cadres locaux et régionaux mis en place (Niv 1)	Nombre	DD	4	
Nb rencontres consultatives organisées entre les cadres mis en place et les organisations représentatives du monde paysan/ PTFs (Niv 1)	Nombre	24	16	
Nombre de partenariats stratégiques et opérationnels conclus entre les AR et les acteurs locaux (CT, services techniques, CRA, PTFs)	Nombre	DD	5	
Nombre de PDESC prenant en compte les priorités des OPs	Nombre	19	17	
Accroissement des capacités des AP à défendre les intérêts des membres	Rapport	ND		Nécessite une enquête. L'enquête n'a pas été réalisée.
Résultat 2 : Les associations d'usagers gèrent par délégation de la Collectivité les investissements sociocommunautaires.				

% des investissements sociocommunautaires dont la gestion est délégué et encadrée par une convention	%		1	La radio de Toguéré Coumbé en construction est gestion déléguée.
Nombre de comités de gestion fonctionnels	Nombre	DD	44	Il y a eu cette année la mise en place de 31 comités de gestion fonctionnels
Composante : Appui au développement local et gestion durable des ressources naturelles dans le delta intérieur du Niger				
Résultat 1: Les organisations rurales et les institutions publiques disposent de capacités accrues pour la gestion intégrées des écosystèmes et l'aménagement durable des ressources				
Nb d'ateliers locaux d'information et de formation organisés dans le domaine de la GRN et de la protection de la biodiversité et des écosystèmes	Nombre	ND	38	Cette année, il y a eu 30 sessions de formations et de visites d'échanges d'expériences en matière de GRN. Les animateurs ont réalisés 228 séances d'IEC dans les villages des cercles de Djenné et Mopti
Nombre de conventions de gestion des ressources naturelles élaborées et signées par les acteurs locaux	Nombre	DD	11	Il s'agit de la mise en place de la convention de pêche de la commune de Ouro-ali. Il y a d'autres conventions de pêche qui sont en cours dont les processus ne sont pas terminés.
Nbre d'agents techniques (10 par an) (40% du total d'ici la fin du projet)	Nombre	40	32	Il s'agit de 8 agents qui ont participé à des voyages d'échanges d'expériences
Nbre personnes(4000) personnes de la communauté (40% du total d'ici la fin du projet)	Nombre	4000	4215	La sensibilisation sur la GRN cette année a touchée 3073 personnes dont 861 femmes
Mise au point IEC à la 1 ^{ère} année et mise en œuvre 2 ^{ème} année	Doc IEC	1	1	Il s'agit de l'élaboration de la stratégie en IEC du FODESA
Nombre de CT mettant en œuvre un PDESC intégrant un PCAE/PAGD	Nombre	19	17	Sur 19 communes, il y avait deux communes qui avaient déjà élaborés leur PDESC
Nombre d'organisations rurales menant des activités régulières de GRN sur la base d'une planification concertée et d'outils de gestion adaptés	Nombre	ND	28	Il s'agit de 24 microprojets réalisés en matière de GRN
Résultat 2 : Les revenus des communautés bénéficiaires sont sécurisés et accru				
Nombre de microprojets sociocommunautaires réalisés	Nombre	DD	3	Les parcs de vaccination de M'Biabougou dans la commune de Niansanari et celui de Salsalbé dans la commune de Salsalbé sont terminés et réceptionné. Il en est de même pour la canalisation de Socoura.

Nombre de micro-projets productifs réalisés	Nombre	DD	25	La réalisation de cinq étangs piscicoles et 10 projets d'agroforesterie
Nombre de microprojets GRN réalisés	Nombre	DD	42	Cette année, il y a eu la réalisation de 24 microprojets de GRN en matière de DRS/CES, la régénération du bourgou, la fixation des dunes et la protection des berges
Nbre de plans d'aménagements intégrés (10) mis au point par les communautés locales	Nombre	10	5	Après les études le FIDA a demandé d'intervenir seulement sur les six (6) prioritaires. Le FODESA a réalisé les plans d'aménagement de 5 sites et le sixième site avait déjà son plan élaboré
% des financements bénéficiant aux femmes	%	ND	50%	Les femmes dans tous les microprojets agroforestiers bénéficient de parcelles de maraîchage
Résultat 3 : Le programme a contribué à la restauration de 6 sites prioritaires d'intérêt local, national et mondial dans le delta intérieur				
Nombre de sites caractérisés	Nombre	13	13	Il s'agit de 13 sites identifiés par le rapport de pré-évaluation
Nombre d'inventaires réalisés	Nombre	6	0	Le marché est attribué, la réunion de cadrage de l'étude a eu lieu à l'AREG. 6 sites prioritaires seront inventoriés. Le dépôt d'un rapport de démarrage.
Mise au point et adoption de 20 plans PCAE/GRN par les comités mis en place à l'échelon local et intégration dans les PDSEC d'ici la fin de la 3eme année	Nombre	19	19	L'intervention du Programme a porté seulement sur 19 communes, pour lesquelles les PCAE ont été élaborés.
Nbre ha de bourgoutières restaurés	Ha	1300	2163,88	Cette année, il y a eu la régénération de 1451,88 ha de bourgoutière
Nbre ha de Doumeraies et de forêts inondées restaurés	Ha	1250	66	L'AREG n'a pas pris en compte que les superficies mises en défens du fait qu'il faut au moins 2 ans pour constater un début de restauration. La réalisation cette année de (05) ha doumeraies par les femmes de Bougourinhié.
Nbre ha de variétés locales réintroduites d'ici la fin du projet	Ha	800	7,26	Il y a eu la réintroduction 504 plants de variétés locales, soit 1,26 ha

Nbre ha restaurés en lutte antiérosive (750 ha) d'ici la fin de projet	Ha	750	796,23	Il s'agit de 770 ha de Zaï, 2065,6 ml de barrière en cailloux, la fixation des dunes sur 4,16 ha.
Effectif et répartition des oiseaux d'eau, poissons et mammifères	Nombre		127 460	Un inventaire faunique et floristique est en cours.
Effectif oiseaux	Nombre	ND	15 415	
Répartition	Nombre		87 111	
Lac Korientzé	Nombre	ND	24 934	
Debo		ND		
Walado		ND		
Effectif Hippopotames	Nombre	ND	32	
Répartition :				
Debo amont	Nombre	ND	9	
Zone Korientzé	Nombre	ND	11	
Zone Walado	Nombre	ND	12	
Nb d'hectares restaurés et/ou conservés (mis en défens) par les communautés locales	Nombre	ND	3 540	Cette année 35 ha ont été mis en défens pour le moment. D'autres mise en défens sont en cours.
Résultat 4 : Le système unifié et intégré d'information et de gestion environnemental du delta est fonctionnel.				
Un système unifié et intégré d'information et de gestion environnemental du delta est fonctionnel	Nombre	1	En cours	La poursuite du processus de mise en place du Système a été confiée à un Bureau d'études Malien Pixela. Le rapport final de l'atelier sur les indicateurs de suivi écologique est disponible ; Le rapport provisoire de l'étude complémentaire de mise en place du SIED est disponible.
Disponibilité des données de référence sur l'évolution de la biodiversité dans le delta	Document	1		Les données de référence seront disponibles avec l'inventaire des ressources fauniques et floristiques du Delta. L'inventaire des ressources fauniques et floristiques est en cours et le rapport de démarrage est disponible
Fréquence et nombre de rapports transmis aux décideurs	Nombre	ND	2	
Nombre de décisions prises (local et régional) sur la base des informations fournies par le SIG	Nombre	ND		Cette activité est liée à la mise en œuvre du SIED.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Capitalisation / Apprentissage / Communication

Le FODESA a commencé à capitaliser son expérience avec l'appui de FIDAFRIQUE pour la réalisation de 3 fiches sur (i) le montage institutionnel, (ii) la gestion de la biodiversité et (iii) la problématique genre.

La première fiche a fait l'objet de nombreux échanges facilité par un comité de pilotage présidé par le responsable de la Cellule de Coordination Politique (CDP). Cette fiche de qualité sera publiée dans FIDAFRIQUE avant la fin de l'année 2012 après avoir été améliorée. Deux autres fiches ont été initiées.

Au-delà de ces 3 fiches, le FODESA a un matériel important à capitaliser comme par exemple les bourgoutières, la régénération des sols dégradés et l'implantation de périmètres maraîchers, les mises en défens, la protection de berges, la gestion des arbres champêtres, la gestion des semences locales et l'organisation de foire de semences dans le Delta.

Un atelier devrait être organisé pour recenser les thèmes méritant un travail de capitalisation dès début 2012 afin de profiter de la dernière année du FODESA pour capitaliser au mieux les acquis. Cet atelier qui n'a pu se tenir à la date indiquée, devra nécessairement être organisé avant la fin de l'année.

Un effort doit être également entrepris pour une meilleure communication des documents élaborés. Le FODESA a déjà fait un effort dans ce sens et a produit de nombreux documents d'information et de communication sous forme de documentaires et d'articles de journaux. Le PTBA 2012 prévoit un budget suffisant pour faciliter la capitalisation et intensifier la diffusion des documents produits. Ce travail bénéficiera de l'appui de la CNPPF Qui comporte en son sein Un responsable de Suivi-évaluation qui sera renforcé par un agent dédié à la communication du programme et des projets soutenus par le FIDA au Mali, et à la gestion de son site web.

Innovation

Au niveau environnemental:

- La régénération et la gestion des bourgoutières
- La récupération des terres dégradées par la technique du zai dans les champs de production de mil/sorgho

Au niveau productif

- L'introduction des pompes à pédales aux nouveaux puits à tarières dans la zone
- Avant la fin de l'année 2012, des tests d'introduction de planches maraîchères de baobab et de moringa dans les périmètres maraîchers en vue de contribuer à la diversification alimentaire seront effectués dans les villages où les conditions hydriques le permettent

Au niveau social :

- Les partenariats développés par le programme avec différents partenaires et en particulier avec les organisations de producteurs,
 - La prise en compte de l'aspect économique du vétiver, du jujubier amélioré et du tamarinier sucré dans les processus de protection des berges et d'introduction d'espèces végétales.
-

ⁱ Les bourgoutières restaurées servent en même temps comme habitats aux poissons et aux oiseaux d'eau.

ⁱⁱ Source des données : études réalisées par Wetlands International en août 2009 sous financement de l'IICM (Initiatives Intégrées pour la Croissance économique au Mali)/USAID

Annexe 1 : Programme de la mission et liste des personnes rencontrées

Programme de travail

Période	Horaire	Objet
Lundi 1 octobre	9h30	Briefing Ministère de l'Agriculture
	12h30	Briefing Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement
Mardi 2 octobre	7h00-16h00	Départ Equipe technique pour Mopti
Mercredi 3 octobre	8h00-9h00	Visite de courtoisie au Gouverneur de Région
	9h00-12h00	Rencontre avec les structures partenaires (DREF, DRA, DRGR, CRRRA, UICN, Wetlands International)
	15h00-17h00	Rencontre avec l'ARM et l'AREG
Jeudi 4 octobre	7h30	Départ pour Kouin
	9h00-10h30	Visite du site de vétiver à Kobaka
	10h30-11h45	Arrivée à Djenné et visite de courtoisie au Préfet
	11h45-14h00	Séance de travail avec l'administration, les élus locaux, et les services techniques partenaires.
	14h00-15h00	Pause déjeuner
	15h00-16h00	Visite de l'étang piscicole de la coopérative des pêcheurs de Djenné
	16h00-17h00	Visite du parc de vaccination de Djenné en chantier et coucher
Vendredi 5 octobre	8h00	Départ pour Wono
	8h30-9h30	Arrivée et visite de la plantation d'arbres
	9h30-10h45	Arrivée à Koba et Visite de la plantation d'arbres et un site de zaï
	10h45-12h00	Arrivée à Tabato et visite de la plantation d'arbres
	12h00-14h00	Arrivée à Djenné, et pause déjeuner
	14h00-15h00	Visite de vétiver dans campement Diabolo
	15h00	Départ pour Mopti
Samedi 6 octobre	9h00-11h00	Séance de travail avec la DREF élargie aux chefs de cantonnements forestiers
	11h00-13h00	Exposé de l'ANICT sur la réalisation des projets sociocommunautaires
Dimanche 7 octobre		Exploitation des documents disponibles
Lundi 8 octobre		- Séance de travail avec Equipe FODESA - Arrivée à Bamako du consultant principal en gestion financière (Alou Abdoukarim)
Mardi 9 octobre		- Séance de travail avec Equipe FODESA - Voyage Bamako-Mopti des consultants en gestion financière (Alou Abdoukarim et Fousséni Sissoko)
Mercredi 10 octobre		- Séance de travail avec Equipe FODESA

Jeudi 11 octobre		- Restitution de la mission à l'AREG et l'ARM
Vendredi 12 octobre		Départ pour Bamako
Jeudi 18 octobre		Restitution au Ministère de l'Agriculture

Liste des personnes rencontrées

Nom et Prénom	Institution
Cheick Sidiya Diaby	Secrétaire Général sortant, Ministère Agriculture
Mamadou M'Baré Coulibaly	Secrétaire Général rentrant, Ministère de l'Agriculture
Mme Macalou Awa Mar Anoune	Conseiller Technique, Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement
Pierre Diarra	Chef de Division Aménagement des Forêts, assurant l'intérim du Directeur Régional des Eaux et Forêts (DREF)
Mamadou Aliou Bah	Chef de Division Réglementation et Contrôle
Abdoulaye Biné Guindo	Coordinateur régional du PDDIN
Nampaga Coulibaly	Chargé de la Réglementation et du Contrôle
Seydou Toumani Camara	Gouverneur de la Région de Mopti
Moumouni Damango	Conseiller Administratif, Economique et Financier (CAEF) Gouvernorat Mopti
Mohamed Gareyane	Coordinateur du Projet de Réhabilitation des écosystèmes, UICN
Hassan Kaya	Projet de Réhabilitation des écosystèmes
Issa Mamourou Coulibaly	Projet de Réhabilitation des écosystèmes
Soumaïla Bamani	Chef d'Equipe de WETLANDS
Almoustapha Maïga	Chargé de projet, WETLANDS
Oumar Maïga	Directeur Régional de l'Agriculture, Mopti
Ousmane Kontao	ARM, Djenné
Soumana Coulibaly	FODESA/ Animateur de Site
Fakasi Fofana	ARM
Mamadou Cissé	ARM
Toflo Diarra	Chargé Génie Rural
Sinè Coulibaly	FODESA/ Animateur de Site
Ogobelem Témé	FODESA/ Animateur de Site
Ismail Dandara	Responsable de Suivi Evaluation/FODESA
Sidi Mahamane Bouchi Maïga	FODESA/ Animateur de Site
Alhabib Alpha Oumar	Mairie de Djenné
Mamadou Sangaré	ARM
Sékou Traoré	Président Conseil de Cercle Youwarou
Oumar Bocar Thiocary	FODESA
Allaye Alpha Diallo	Eleveur Korientzé
Alassane Maïga	Président Jeunes Ruraux, Djenné
Dramane Dao	Chef Secteur Vétérinaire, Djenné
Broulaye Diakité	Chef de Cantonnement Eaux et Forêts, Djenné
Naouma Sylla	2 ^{ème} Adjoint Senossa
Mama Tangara	1 ^{er} Adjoint Nianssoumanie
Hamma Ba	Chef Secteur Pêche, Djenné
Mamadou Tombo	Maire de Pondori
Seydou Coulibaly	Maire N.B Kafo
Bakary Satao	2 ^{ème} Adjoint Maire Djenné
Waou Naciré	Coopérative Sabuniouma, Djenné
Ballo Bocoum	Coopérative Benkadi, Djenné

Adama Konaté	Chef de Secteur Agriculture, Djenné
Mountaga Diarra	Animateur de Site, Djenné
Konimba Diarra	Animateur de Site, Djenné
Moussa Coulibaly	Animateur de Site, Djenné
Ousmane Sakirou Dolo	Chef de Cantonnement de Youwaru
Kantougoudiou Coulibaly	IER/CRRRA Mopti
Issa Kanté	Chef d'Antenne Régionale ANICT, Mopti
Hamadoun Maminata	Président ARM

Annexe 2 : Liste des participants à la réunion de restitution de l'Aide-mémoire

Nom et Prénom	Institution
Mamadou Nadio	Coordination National des Projets et Programmes FIDA
Salif Touré	Consultant FEM
Mamadou Tiero	Coordinateur Régional FODESA
Ismail Dandara	Responsable Suivi-évaluation FODESA
Abdoulaye Dembélé	BSSE/DNGR
Alou Abdoukarim	Consultant FIDA
Foussény Sissoko	Consultant FIDA
Thiéman Dramé	DAACFM/DNEF
Allaye Alpha Alpha Diallo	Président Coopérative d'éleveurs de Koromba, Korientzé
Hamadoun Maminata	Président ARM
Ousmane dit Sakirou Dolo	Chef de Cantonnement Eaux et Forêts Youwarou
Bareima Bâ	Maire Korientzé
Alhabib Maiga	Maire de Djenné
Dioukou Sissoko	ANICT
Yaba Kané	DGDP
Demba Diallo	DNA

Annexe 3: Pondération des taux de réalisation physique

1:modéré, 2:élevé et 3:très élevé

Composante 1: Renforcement des capacités
Information, Education et Communication

Activités	Taux de réalisation	Coef pondération	Taux pondéré
Information, Education et Communication			
IEC 7000 personnes	108	2	72,00
IEC Thématique dans les 4 cercles	50	2	33,33
Renforcement des capacités			
Signer et mettre en œuvre une convention avec l'ICRAF/IER	100	3	100,00
Signer et mettre en œuvre une convention avec la CNOP	100	3	100,00
Signer et mettre en œuvre une convention avec la DNA	100	3	100,00
Signer un contrat d'assistance juridique avec le cabinet MAYA	100	3	100,00
Poursuite de la capitalisation	35	1	11,67
Formation en TOMPRO	100	1	33,33
Formation en analyse des données du SE	50	1	16,67
Evaluer des conventions	0	2	0
Atelier sur la stratégie de désengagement du Programme	20	3	20
	69,36		53,36

sous composante 3,1:Développement des capacités et Renforcement institutionnel

Activités	Taux de réalisation	Coef pondération	Taux pondéré
A. Développement des capacités			
Réaliser l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites	30	3	30,00
Mettre en défens 1600 ha de forêts	2,9	3	2,90
Former des élus locaux et autorités traditionnelles	100	1	33,33
Former des comités de gestion des aménagements	100	1	33,33
Former des agents techniques et animateurs de site	80	1	26,67
Former des prestataires de services	0	1	0,00
Organiser des visites d'échanges	80	1	26,67
Appuyer l'organisation de la conférence régionale sur les bourgoutières	0	1	0,00
Réaliser des études complémentaires sur la stratégie de conservation du delta	0	3	0,00
Tenir l'atelier régional de validation	0	3	0,00
Diffuser les résultats de l'atelier	0	1	0,00
B. Renforcement institutionnel			
Suivre et animer les associations dans les quatre cercles	100	1	33,33
Acquérir des ordinateurs pour les nouveaux animateurs	100	1	33,33
Acheter des Motos DT 125	100	1	33,33
Réaliser une étude sur les sites refuge de lamantin	0	2	0,00
Formation recyclage des agents techniques	0	1	0,00
Restauration des habitats naturels	100	3	100,00
	46,6		20,8

Composante 3,2: Appui au Développement local

Activités	Taux de réalisation	Coef pondération	Taux pondéré
A. Développement des microprojets productifs			
Analyser l'eau des puits pastoraux	0	3	0,00
Superviser et suivre les travaux	80	1	26,67
Installer des périmètres rizicoles	50	3	50,00
Installer des périmètres maraîchers	100	3	100,00
Réaliser 1700 ml de haies vives autour des périmètres maraîchers	51,76	2	34,51
Réaliser des puits ou forages maraichers équipés de motopompe	85,71	3	85,71
Réaliser des clôtures grillagées des périmètres maraîchers	25	2	16,67
Assurer le contrôle et la surveillance des travaux	100	1	33,33
Réaliser des puits et forages équipés de motopompes	69	3	69,00
Réaliser des clôtures grillagées des périmètres de plantation	25	2	16,67
Assurer le contrôle et la surveillance des travaux	50,00	1,00	16,67
Superviser les travaux d'infrastructures d'élevage	50	1	16,67
Réaliser des bassins piscicoles	100	2	66,67
Acquérir des motopompes pour les étangs piscicoles	40	2	26,67
Superviser les travaux de réalisation des étangs piscicoles	100	1	33,33
B. Renforcement des capacités des acteurs			
Former des leaders paysans	100	1	33,33
Réaliser des visites d'échanges dans la sous-région	0	1	0,00
Former en gestion les comités de gestion des microprojets	100	1	33,33
Alphabétiser les comités de gestion	100	1	33,33
	64,55	1,79	36,45

Composante 3,3: Gestion Durable des Ressources Naturelles

Activités	Taux de réalisation	Coef pondération	Taux pondéré
A. Suivi de la biodiversité			
Acquérir des photographies aériennes des six sites prioritaires	0	1	0,00
Acheter 6 GPS et autres matériels SIG	50	1	16,67
Acheter 6 appareils photo numériques	50	1	16,67
Réaliser une étude inventaire des ressources floristiques et fauniques du Delta	50	3	50,00
Réaliser un atelier de définition des indicateurs du SIED	100	2	66,67
Former des personnes ressources en SIG	50	1	16,67
Diffuser des informations du SIED et autres acquis	70	1	23,33
B. Aménagements planifiés			
Régénérer 500 ha de bourgou	160,38	3	160,38
Repiquer 500 ha de bourgou	76	3	76
Confectionner des ouvrages antiérosifs	90	3	90
Restaurer des doumeraies et parc d'acacia albida	50	3	50
C. Valorisation des races animales locales			
Réaliser une étude Diagnostique de la situation du mouton à laine	100	2	66,67
Réaliser des actions pilotes de développement	0	2	0,00
D. Valorisation des espèces végétales			
Réaliser une étude complémentaire	70	3	70
	65,46	2,07	50,22

Synthèse des taux d'exécution physique des réalisations au 30 septembre 2012

Composante	2011		2012	
	Taux	TP	Taux	TP
Composante 1	65,07	50,65	69,36	53,36
Sous composante 3.1	70,43	29,8	46,6	20,8
sous composante 3.2	72,91	40,7	64,55	36,45
sous composante 3.3	65,94	52,53	65,46	50,22
Composante 4	83,33	75,55	63,33	42,22
	71,54	49,85	61,86	40,61

TP : Taux pondéré.

Taux prévisionnel d'exécution pour fin 2012

Composante 1 : Renforcement des capacités

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation en %	Observations	Estimation d'ici fin 2012	Coéf. Pondération	TP
IEC 7000 personnes	Les séances d'IEC ont touchées 7560 personnes dont 2589 femmes	108	Les thèmes traités portent sur la gestion des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et le Programme FODESA	150	2	100
IEC Thématique dans les 4 cercles	2 cercles ont été touchés	50	Sur les quatre cercles 2 ont pu être touchés pour des raisons sécuritaires. D'autres part pour les deux autres cercles n'ont couvert par les IEC thématiques, nous prévoyons de contractualiser avec des radios locales pour des émissions radios.	100	2	67
B. Renforcement des capacités						
Signer et mettre en œuvre une convention avec l'ICRAF/IER	Une convention a été signée et une étude diagnostique a été réalisée par l'ICRAF dans le cercle de Djenné	100	L'étude diagnostique porte sur les contraintes et actions nécessaires des espèces des parcs agroforestiers de la zone FODESA	100	3	100
Signer et mettre en œuvre une convention avec la CNOP	Une convention a été signée et les membres du CA de l'AR-Mopti ont été formés	100	4 formations ont été réalisées à l'endroit des 12 membres du CA de l'AR-Mopti	100	3	100
Signer et mettre en œuvre une convention avec la DNA	Une convention a été signée avec la DNA et un plan d'action a été mis en œuvre	100		100	3	100
Signer un contrat d'assistance juridique avec le cabinet MAYA	Une convention a été signée avec le cabinet MAYA	100		100	1	33
Poursuite de la capitalisation	Les TDR ont été élaborés et le prestataire choisit	35		100	1	33
Formation en TOMPRO	Le DAF et le Comptable ont été formés sur le TOMPRO	100		100	1	33

Formation en analyse des données du SE	Les TDR ont été élaborés et le prestataire choisit	50	La formation sera réalisée par le Bureau PIXELA, qui est chargé de mettre en place le SIED	90	1	30
Evaluer des conventions	Non exécuter	0		70	1	23
Atelier sur la stratégie de désengagement du Programme	Les TDR ont été élaborés et le dossier lancé pour le recrutement des prestataires	20		100	1	33
Moyenne		69,36		100,91		59

Composante 3 : Développement local et gestion durable des ressources naturelles

Sous composante 3.1 : Développement des Capacités et Renforcement Institutionnel

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation en %	Observations	Estimation d'ici fin 2012	Coef. Pondération	TP
A. Développement des capacités						
Réaliser l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites	Le bureau a été recruté et le dépôt d'un rapport de démarrage	20	D'ici la fin de l'année le rapport provisoire	70	3	70
Mettre en défens 1600 ha de forêts	35 ha de forêt ont été mis en défens à Digani, Yogonsiré et Bougoula dans les cercles de Mopti et Djenné	2,9	Une Convention de mise en défens de la forêt de rôneraie de Tabato (500 ha) est en cours	33,44	3	33
Former des élus locaux et autorités traditionnelles	Les 19 maires et 19 secrétaires généraux de communes, 4 présidents de Conseils de cercle et 4 Secrétaires généraux de cercles et 07 animateurs de sites ont été formés sur l'importance des zones humides	100		100	1	33

Former des comités de gestion des aménagements	60 membres des comités de gestion de villages ont été formés en gestion	100	Il s'agit des comités de gestion des villages de Sarémaré, Ourogalo, N'Goudiri, Manga Goural, Mayel Kondo et Doungoura dans le cercle de Tenenkou	100	1	33
Former des agents techniques et animateurs de site	Les animateurs ont été formés sur les outils de suivi et évaluation et sur la GRN	80		100	1	33
Former des prestataires de services	Non exécutée	-		100	1	33
Organiser des visites d'échanges	Six (06) visites d'échanges ont été organisées sur Bandiagara, Korientzé, Somadougou et Molodo	80	Ces visites ont porté sur la conservation et la transformation de l'échalotte, la culture du bourgou, les pépinières et la pisciculture	100	2	67
Appuyer l'organisation de la conférence régionale sur les bourgoutières	Non exécutée	-	Cette activité sera réalisée en décembre	100	1	33
Réaliser des études complémentaires sur la stratégie de conservation du delta	Non exécutée	0	Cette activité ne pourra plus être réalisée	0	3	0
Tenir l'atelier régional de validation			Ces activités sont liées à la réalisation de l'étude sur la stratégie de conservation du DIN		3	0
Diffuser les résultats de l'atelier					1	0
B. Renforcement institutionnel						
Suivre et animer les associations dans les quatre cercles	24 membres des organisations de base des cercles de Mopti et Youwarou ont été formés en vie associative	100		100	1	33

Acquérir des ordinateurs pour les nouveaux animateurs	Sept (07) ordinateurs ont été acquis	100	5 pour les animateurs de sites, 1 pour le Point focal du ministère de l'Environnement et 1 pour le Président de l'AR- Mopti	100	1	33
Acheter des Motos DT 125	Acquisition de trois (03) motos DT 125 pour les animateurs de sites	100		100	1	33
Réaliser une étude sur les sites refuge de lamantin	Non exécutée	-	D'ici la fin de l'année nous prévoyons l'élaboration des TDR et le recrutement du prestataire	50	3	50
Formation recyclage des agents techniques	Non exécutée	-		100	1	33
Restauration des habits naturels	Des habits naturels ont été restaurés	100	La régération de 1451,88 ha de bourgou à Korientzé, Gouloumbo, Bokoré, Guidio Sarré, Sendégué, etc.de	100	3	100
				83,56		44

Sous composante 3.2: Développement local

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation en %	Observations	Estimation d'ici fin 2012	Coëff. Pondération	TP
A. Développement des microprojets productifs						
Analyser l'eau des puits pastoraux	Non exécutée	0	Cette analyse sera faite après la réalisation des puits pastoraux	0	1	0
Superviser et suivre les travaux	Des bureaux d'étude ont été contractualisés pour la supervision des travaux	80	Les communes ont recruté des bureaux d'études pour la supervision des travaux	100	1	33
Installer des périmètres rizicoles (Acquérir une motopompe)	Une convention de financement est en instance de signature pour appuyer les femmes d'Akka dans l'acquisition d'une motopompe pour leur périmètre rizicole	50		100	2	67
Installer des périmètres maraîchers	L'acquisition et la distribution de petits matériels de maraîchage à 23 OP	100	Dans les cercles de Djenné (06), Mopti (08) et Tenenkou (09)	100	3	100
Réaliser 1700 ml de haies vives autour des périmètres maraîchers	La plantation de 880 mètres linéaires de haies vives dans le village de Wono	51,76	Nous prévoyons la réalisation 3850 ml de haie vive d'ici la fin d'année	100	2	67
Réaliser des puits ou forages maraîchers équipés de motopompe	La réalisation de 12 forages sur les 14 prévus	85,71	Ces forages sont réalisés dans les périmètres de boisement et d'agroforesterie des villages de Yogonsiré, diamalla-rimaibé, Diamalla bozo, Lardé-bali et Koubaye dans la commune de Koubaye	100	2	67
Réaliser des clôtures grillagées des périmètres maraîchers	Le démarrage des travaux de réalisation de la clôture du périmètre agroforestier de Déra ; Clôture grillagée de 1 ha de périmètre maraîcher de Bagui,	25	Sept (07) clôtures grillagées seront réalisées d'ici fin 2012	100	2	67

Assurer le contrôle et la surveillance des travaux	Trois bureaux ont été recrutés pour la surveillance et le contrôle des travaux	100		100	1	33
Réaliser des puits et forages équipés de motopompes	25 forages ont été réalisés sur les 131 adjugés	69	Tous les marchés ont été attribués et les matériaux sont sur place	100	2	67
Réaliser des clôtures grillagées des périmètres de plantation	Réalisation d'une clôture grillagée à Tomi Diabi de 2 ha de plantation ; Réalisation de 3 ha de plantation Ourouguia ; Réalisation de 1 ha de plantation à Manga Sonabé	25		100	2	67
Assurer le contrôle et la surveillance des travaux	Quatre Bureaux ont été recrutés pour la surveillance et le contrôle des travaux	50		100	1	33
Superviser les travaux d'infrastructures d'élevage	Des prestataires ont été recrutés pour la supervision des travaux	50		100	1	33
Réaliser des bassins piscicoles	La réalisation des bassins piscicoles, l'acquisition et l'acheminement de petits matériels pour les travaux de réalisation de cinq (05) étangs piscicoles	100	Les cinq (05) piscicoles ont été réalisés dans les communes de Djenné (Syn Daga et Djenné), de Toguéré Coumbé (Ouro Galo), de Toguéré Kotya (Saré Maré) et de Korombana (Korientzé)	100	2	67
Acquérir des motopompes pour les étangs piscicoles	Le DAO a été lancé pour le recrutement des fournisseurs	40		100	2	67
Superviser les travaux de réalisation des étangs piscicoles	1 bureau a été recruté pour la supervision des travaux	100		100	1	33
B. Renforcement des capacités des acteurs						
Former des leaders paysans	La formation de 41 membres des organisations de base des cercles de Djenné, Mopti et Youwarou en vie associative	100		100	1	33

Réaliser des visites d'échanges dans la sous-région	Non exécutée	0	Cette activité sera reprogrammée en 2013	0	1	0
Former en gestion les comités de gestion des microprojets	60 membres des comités de gestion ont été formés en gestion	100	Il s'agit des comités de gestion des villages Saré Maré, Ourogalo, N'Goudiri, Manga Goural, Mayel Kondo et Doungoura dans le cercle de Téninkou	100	1	33
Alphabétiser les comités de gestion	L'alphabétisation de 100 membres des comités de gestion en langue nationale fulfulbé, bozo et bamanankan	100		100	1	33
Moyenne		64,55		89,47		51

Sous Composante 3.3 : Gestion Durable des Ressources Naturelles

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation en %	Observations	Estimation d'ici fin 2012	Coef. Pondération	TP
A. Suivi de la biodiversité						
Acquérir des photographies aériennes des six sites prioritaires	-	0	Les études complémentaires de la mise en place du SIG en cours vont préciser les photos à acquérir en 2013	0	1	
Acheter 6 GPS et autres matériels SIG	La commande a été lancée	50	Le FIDA a demandé de surseoir à l'achat.	100	1	33
Acheter 6 appareils photo numériques	La commande a été lancée	50		100	1	33
Réaliser une étude inventaire des ressources floristiques et fauniques du Delta	Le marché est attribué et le rapport de démarrage est disponible	50	Nous pensons que d'ici la fin d'année le rapport provisoire sera disponible	90	3	90

Réaliser un atelier de définition des indicateurs du SIED	Le rapport final de l'atelier est disponible	100		100		2	67
Former des personnes ressources en SIG	Les TDR ont été élaborés	50	Cette activité sera réalisée en 2013	50		1	17
Diffuser des informations du SIED et autres acquis	Le rapport provisoire de l'étude complémentaire de mise en place du SIED est disponible	70	Cette activité sera réalisée après la mise place du SIED	70		1	23
B. Aménagements planifiés							
Régénérer 500 ha de bourgou	881,88 ha de bourgou ont été régénérés	160,38		160,38		3	160
Repiquer 500 ha de bourgou	380 ha de bourgou ont été repiqués	76		76		3	76
Confectionner des ouvrages antiérosifs	2065,60 ml de cordons pierreux, 4,16 ha de fixation de dunes	90		100		3	100
Restaurer des doumeraies et parc d'acacia albida	Démarrage des travaux d'enrichissement de la doumeraie de Galala	50		50		3	50
C. Valorisation des races animales locales							
Réaliser une étude Diagnostique de la situation du mouton à laine	Une étude diagnostique sur le mouton à laine du Macina a été réalisée	100		100		2	67
Réaliser des actions pilotes de développement	Non exécutée	0	Cette activité sera réalisée en 2013	0		2	
D. Valorisation des espèces végétales							

Réaliser une étude complémentaire	L'ICRAF a réalisé une étude diagnostique des contraintes et actions nécessaires des espèces des parcs agroforestiers dans la zone FODESA	70	Le rapport final sera disponible d'ici fin 2012	100	3	100
Moyenne		65,46		78,31		68

composante 3.1	44
Composante 3.2	51
Composante 3.3	68
	54

Composante 4: Coordination, Gestion et suivi et évaluation

Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation en %	Observations	Estimation d'ici fin 2012	Coef.	TP
Réaliser des supervisions des Ministères de tutelles	Le point du ministère de l'Environnement a réalisé une mission de supervision	50		100	3	100
Réaliser des enquêtes de satisfaction des bénéficiaires		20		100	2	66,7
Réaliser un audit annuel		100		100	3	100
Moyenne		56,67		100		89